Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 9 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***27 février - 6 mars 2019***

IL Y A UN MARIAGE DANS L'AIR ?

Michel en instance de divorce avec Sophia

Si le musicien Joseph Michel Martelly n'avait pu rompu avec Sophia Saint-Rémy, l'ex-président semble trouver la bonne recette pour se débarrasser de son épouse de plus de vingt-cinq ans. Dans les milieux proches de Sweet Micky, on parle même du « *prochain mariage* » de ce dernier, qu'on dit être «*amoureux*» de l'épouse d'un de ses « *gros fans* », doublé du fils d'une autre ancienne première dame, en l'occurrence Michèle Bennett.

Sacha Pasquet, fils d'Alix Pasquet et de Michèle Bennett

Dans les milieux proches de l'ex-président haïtien, redevenu musicien, on parle avec «*bonheur* » de la nouvelle trouvaille qu'a faite Michel Martelly en la personne de Stéphanie Pasquet, la belle-fille de Michèle Bennett.

Stéphanie Pasquet, belle-fille de Michèle Bennett.

Le mari de la future femme de Sweet Mickey, si le mariage a effectivement lieu, est le fils d'Alix Pasquet, un des officiers qui avaient envahi la Caserne Dessalines avec Riquet Perpillant et Philippe Dominique; ainsi que quatre autres américains : Dany Jones, Levant Kersten, Robert F. Hickey and Joe D. Walker.

Sacha Pasquet est propriétaire d'un restaurant dansant situé à Pétion-Ville, où Martelly joue souvent, surtout en week-end, un établissement où s'agglutinent les fanatiques de l'ex-président, y compris Jovenel Moïse.

Certains proches de Michel Martelly ont laissé entendre que le restaurant dansant «Jo-Jo », qui se trouve à Pétion-Ville, est la propriété de Sacha Pasquet avec le musicien du compas comme associé. Selon des sources proches de l'ex-président, cette association d'affaires de ce dernier avec le fils de Michèle Bennett lui a donné l'occasion de courtiser la femme de son associé. Ces mêmes sources ont précisé, par ailleurs que, dans l'évolution de cette relation avec Stéphanie Pasquet, Sweet Mickey a complètement repris ses droits, par rapport à Michel Martelly, ayant investi beaucoup de temps à poursuivre cette femme.

D'autres membres de l'entourage de tourné en « *fréquentation* » de manière assidue de la part de l'ex-président qui, d'habitude affiche « *très peu de respect pour la femme d'autrui* ». Certains anciens amis de Sweet Mickey se rappellent comment, quand il animait commercialement des soirées dansantes en diaspora, il ne ratait jamais l'opportunité de faire la cour aux

Suite en page 2

ENTRE LES GANGS ARMÉS ET LES TAFIQUANTS DE DROGUE

Jovenel Moïse fait éclater ses contradictions

Jovenal Moïse, plein de contradictions.

Par Léo Joseph

Le président haïtien a attendu toute une semaine, après le déclenchement des plus récentes manifestations lancées pour exiger sa démission, afin de signifier à la nation qu'il résidait toujours au Palais national. Dans sa dernière adresse au peuple haïtien qui, tout le monde espérait, allait annoncer une politique visant l'apaisement de l'opposition et initiatrice de mesures concrètes pour démontrer qu'il était vraiment aux écoutes des

Suite en page 15

TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET CORRUPTION

Le cas de Lamothe pourrait se compliquer

En poste comme Premier ministre, une accusation par un trafiquant n'a pas le même effet sur Laurent Salvador Lamothe. Mais quand il se trouve dans les lunettes de la justice fédérale pour une autre affaire, son cas pourrait se compliquer. La dénonciation dont il était l'objet, en 2013, risque de revenir sur le tapis. Il y a de fortes possibilités que, dans le cadre de l'instruction de son cas basé sur des crimes commis dans des pays africains, les enquêteurs fédéraux se penchent sérieusement sur les faits signalés par un trafiquant qui était transféré à Miami pour comparaître devant un juge fédéral, suite à un mandat d'amener qui avait été émis contre lui, sous l'accusation d'avoir conspiré pour transporter des stupéfiants sur le territoire américain.

Laurent Salvador Lamothe.

Patrice Baker.

En effet, un drogue dealer appelé Olgaire François, qui venait d'être arrêté à Port-au-Prince, le 19 juin 2013, a avoué à des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA) que le nommé Roudy Charles était l'homme lige du Premier ministre Laurent Lamothe. À cette

Suite en page 2

HAPPENINGS !

Turmoil in Haiti made worse by U.S. and Haitian officials

Le juge René Sylvestre.

Le député Gary Bodeau.

In the midst of turmoil in Haiti since February 7, the country was jolted by the arrest, February 17, of eight heavily-armed men, including five American citizens, two aliens holding U.S. permanent residence and one Haitian citizen, a deportee from the U.S. in a drug related case. Three days later, on February 20, the situation was exacerbated by the release and flight to Miami of the Americans and the alien U.S. residents, dubbed *"mercenary terrorists"* by most Haitians.

As reported in our last issue, the men in two vehicles without plates were stopped by a patrol of the Haitian National Police (French acronym PNH) late that

Continued on page 3

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 2

IL Y A UN MARIAGE DANS L'AIR ?
Michel en instance de divorce avec Sophia

Suite de la page 1

portunité de faire la cour aux femmes de ses collaborateurs, sans avoir la moindre retenue par rapport à l'amitié qui l'unissait aux maris des femmes

Michèle Benett.

poursuivies. Il semble que ce soit la même situation qui s'est développée avec le couple Pasquet.

Mais au moins un des «*suiveurs* » de Michel Martelly, qui pointent leurs nez à tous les clubs où ce dernier est à l'affiche, a précisé que des anciens « *amis*» de ce dernier ont comme pris en charge cette nouvelle « *aventure* », ayant « *soigné cet amour* » qui commençait à se développer, comme « *au détriment* » de Sophia Saint-Rémy. On laisse croire que ce serait le cas de Roro Nelson qui, du reste, ne s'entendait pas tout à fait avec la femme de Michel Martelly.

On ne peut pas vraiment dire encore s'il s'agit d'une affaire sérieuse. Mais le fait que dans l'entourage de Sweet Mickey la possibilité de mariage est évoqué, il faut croire que l'idée fait l'objet de discussions au sein du clan Martelly.

Mais, dit-on encore, dans l'entourage de Michel Martelly, Sophia Saint-Rémy n'est pas femme à encaisser pareil déboire avec sérénité. Aussi pense-t-on qu'elle serait à même d'opposer une résistance même physique face à

Alix Pasquet, le défunt mari de Michèle Bennett.

une éventuelle rupture qu'aurait proposée son mari.

lars, et portant sur des décennies.

Laurent Lamothe et ses associés, principalement M. Baker, se sont confortablement installés aux commandes des systèmes de contrôle du trafic en télécommunications, avec l'étroite collaboration des ministres et autres hauts cadres de l'administration publique ayant favorisé la signature de ces contrats.

Mais l'introduction de la Global Voice Group dans la gestion des télécommunications n'a pas fait l'unanimité, au Ghana, au Sénégal ou ailleurs, en Afrique. Puisque d'autres secteurs des télécommunications avaient tiré la sonnette d'alarme à l'arrivée de la compagne de MM. Baker et Lamothe. Mais leur compagnie a été farouchement défendue par les ministres et cadres signataires et supporters.

A la faveur d'un changement de gouvernement au Ghana, le contrat a été dénoncé de n'avoir pas donné les avantages décrits par les responsables de la Global Voice Group ou de permettre au pays de réaliser ni le contrôle ni les profits financiers offerts par les patrons de cette compagnie.

En apprenant l'offensive du Ghana contre la Global Voice Group, le Sénégal, victime également de la duplicité des hommes de la GVG, a dénoncé également celle-ci.

Sentant venir la fureur des États lésés, les propriétaires de la Global Voice Group, au début une société américaine basée à Miami, en Floride, ont fait émigrer la GVG en Afrique, histoire de se soustraire aux poursuites éventuelles de la justice américaine. Mais les crimes commis avaient précédé l'émigration de la compagnie sur le territoire africain.

Dans le cadre des réformes instituées en vue de décerner des noms différents aux différentes sociétés créées par Laurent Lamothe et Patrice Baker, les noms de ces derniers ne figurent pas en tant que principaux dirigeants de la GVG. Cette responsabilité est réservée à James Gabriel Claude, le nouveau patron appelé à servir de « *paratonnerre* » aux deux grands manitous de la GVG.

L'expérience faite par le Ghana et le Sénégal ne diffère en rien celle qu'ont connue les autres pays africains. Mais ces derniers ne sont pas sur le point d'attaquer la GVG en justice, car les dirigeants qui ont octroyé les contrats sont encore en fonction. Il faut peut-être attendre que des changements politiques interviennent.

TRAFIC DE STUPÉFIANTS ET CORRUPTION
Le cas de Lamothe pourrait se compliquer

Suite de la page 1

e époque, avait déclaré François, Charles était le propriétaire de deux cargaisons de drogue que les autorités policières avaient confisquées, qui

James Gabriel Claude

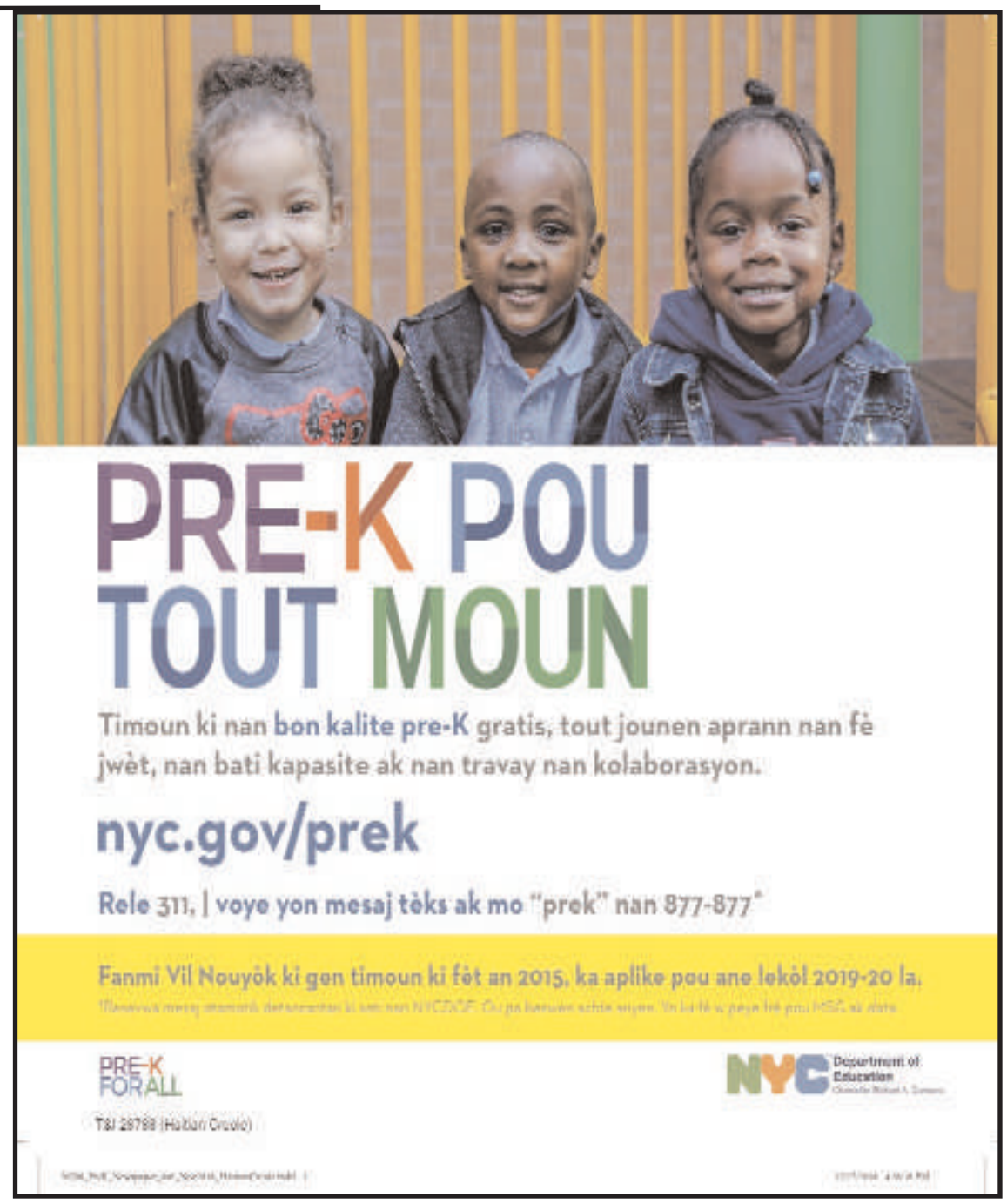
coûtaient respectivement USD 1 million $ et USD 250 000 $.

Olgaire François avait alors précisé que Roudy Charles était « *chargé d'Affaires pour le Premier ministre Laurent Lamothe*», De surcroit, ce trafiquant devait décrire Charles comme étant « *le plus important trafiquant de drogue d'Haïti* » parce qu'il jouissait de la « *protection* » du Premier ministre. Il était, dit-il, également protégé par Ralph Théano, alors ministre délégué auprès du Parlement.

Sous enquête fédérale pour corruption en Afrique

Présentement sous enquête fédérale, et son associé Patrice Baker, pour corruption pratiquée dans plusieurs pays africains, Laurent Lamothe pourrait bien devenir la cible d'une enquête fédérale séparée également sur cette affaire de drogue dénoncée par Olgaire François. L'enquête en cours a été déclenchée par une dénonciation qui avait été faite, d'abord par le gouvernement du Ghana ayant accusé Laurent Lamothe et Patrice Baker d'avoir versé des millions à des ministres, notamment ceux responsables des télécommunications, pour obtenir des contrats léonins.

En effet, par le biais de leur compagnie, la Global Voice Group (GVG), connue sous des noms différents, d'un pays à l'autre, des contrats sont passés de gré à gré, ayant incité les responsables à leur accorder des contrats qui coûtent des centaines de millions de dol-



Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 3

HAPPENINGS !

Turmoil in Haiti made worse by U.S. and Haitian officials

from page 1

Sunday afternoon near Haiti's central bank, *Banque de la République d'Haïti,* referred to as BRH. On seeing the arsenal in the vehicles, the patrol leader called for backup, which arrived in minutes. A third vehicle arrived at the scene with a French-speaking civilian at the wheel, whose identity was not revealed. He was also put under arrest. The party was taken to the downtown Port-au-Prince Police precinct where the commandant conducted the interrogation. The men were mum about their mission, except for the one who appeared to be the leader of the group who said they were *"on government mission,"* adding *"my boss will call your boss."*

Consider the following: The unnamed individual in the third vehicle attempted to dissuade the Police from jailing the men. One of the vehicles stopped by the Police was registered in the name of Jean Fritz Jean-Louis, a former Cabinet minister, who had pressured the Police to release the men. In addition, Zéphyrin Ardouin, another former Cabinet minister close to President Jovenel Moïse, had called the Police to obtain the release of the men. Finally, Justice Minister Jean Roody Aly joined the chorus in demanding their release. All to no avail. Clearly, the "boss" mentioned by the apparent leader of the *"mercenary terrorists"* is the Chief Executive, via his subordinates.

That will be confirmed later by one of the arrested –and released—individuals in an extensive *Instagram* post. In that post, Ex-Navy SEAL Christopher Michael Osman, who goes by his nickname Chris, appears to be speaking for the men who apparently were under his command. He offers some answers, though not all, to questions that have been asked about the presence of those men in Haiti, especially at a time when mammoth demonstrations have gone on for days around the country, with people calling for the resignation of President Moïse. We quote Chris Osman:

"Sometimes life is stranger than fiction and filled with crazy adventures. I am alive and back home. We all are. It's now known that I do security work and have done it for years. My days of doing any out of the U.S. is officially over because I'm plastered all over media around the world.

"The team was in Haiti to provide security work for people who are directly connected to the current President. We were being used as pawns in a public fight between him and the current Prime Minister of Haiti.

"The people of Haiti were really good to us and all of us will forever be thankful to the ones in the jail who helped us. The jails are awful with conditions I wouldn't wish for anyone to experience.

"We were not released, we were, in fact, rescued. To the men who risked their lives to do so, you boys are getting some serious care packages!!! We owe you our lives.

"Thank you to the American government, the State Department, the U.S. Embassy in Haiti, the American Ambassador to Haiti, and the hundreds of men and woman (sic) who stepped in to save us. It's been a long time since I have seen the weight of the U.S. government at work and it's a glorious thing.

"Thank you to the hundreds of people, family, and friends who reached out to my wife to help her during this difficult time. To my 'H8ti' Brothers, thank you for never wavering." Must we believe that "H8ti" was the operation code name?

Here are the other members of the team: Chris Osman's fellow Navy SEAL Christopher Mark McKinley, Ex-Marine Kent Leland Kroeker and two other Americans: Talon Ray Burton and Dustin Daniel Porte. Initially, mention was made of a Russian citizen among the Team, but only two Serbians are confirmed: Vlade Jankovic and Danilo Bajagic, and the Haitian Michael Estera, who remains in jail because he has no powerful American government in his corner.

Analyzing Chris Osman's statement, one cannot dismiss a declaration made by Prime Minister Jean Henry Céant on Monday, February 18, to CNN, in which he said that among the "mission" of the men was his assassination. In a way, Osman confirms it. ***"The team was in Haiti,"*** he writes, ***"'to provide security work for people who are directly connected with the current President."*** Moreover, he adds: *"We were being used as pawns in a public fight between him* (the President, that is) *and the current Prime Minister of Haiti."*

To provide that ***"security"*** the men had at their disposal some powerful tools and weapons. As published last week, we are updating the information. Mind you, ***six automatic rifles, six pistols with silencer, two professional drones, three satellite phones, a telescope, backpacks full of munition, gun vests, four Haitian car plates and many documents with names of certain politicians and journalists.*** No doubt, those people who are considered opponents, even enemies, of the President, were targeted for execution. However, Chris Osman cannot say that. They are not assassins, just *"security providers."* If in the process of providing security some people are killed, that should be considered collateral damage.

Therefore, the Police patrol that spotted them did them a service. Better armed than the police officers, the Osman Team could have wiped them out in the twinkling of an eye. However, that would have turned into a major negative story internationally. They are professionals who carry out their duty at a distance, wherefore their telescopic rifles. Alternatively, in close proximity but silently, wherefore their revolvers with silencer.

Being caught flagrantly with an impressive war arsenal, and having arrived clandestinely in Haiti, for there is no stamping in their passports as to their day of arrival, these men were spared a day in court in Haiti. Oh, they would face justice in their country! However, as has been reported by the *Miami Herald,* U.S, officials say they have no charges against them. Thus, all have gone home free, and Chris Osman, speaking for his colleagues, thanks the personnel of the American Embassy in Haiti, especially the Ambassador, for what they have done for them. He is overwhelmed as he muses on American power. ***"It's been a long time since I have seen the weight of the U.S. government at work, and it's a glorious thing,"*** he says.

However, they broke Haitian law, by entering clandestinely in the country, by moving about with vehicles without plates and having a mobile war arsenal, they are

Charles Suffrard.

absolved of wrongdoing. In addition, Michele Sison, the American Ambassador, in an interview with Jean Robert Phillippe, of the Voice of America, states that the release of the men and their hasty departure from Haiti was *"coordinated with the Haitian authorities."*

The fallout in Haiti of the hasty departure of the "mercenary terrorists"

The Prime Minister's spokesman, Pascal Adrien, said Jean Henry Céant knew nothing about the departure of the seven men, including five Americans. Astonishingly, the Palace also said the president did not know that the men were leaving the country. So, who approved their release and departure?

In a note, dated February 20, Justice Minister Jean Roody Aly was cagy in how he asked Joany Canéus, director of the Central Direction of the Judicial Police (DCPJ) –that is the jail—, to release the men: *". . . I am informing you that a procedure was authorized to transfer to the United States of America the American citizens and the permanent residents, seven in total, to stand trial for illegally transporting firearms from the United States to Haitian territory."* In addition, the names, already mentioned above, followed, with their dates of birth and sex. Who really "**authorized the procedure**?" A mystery! For sure, the American ambassador was part of it. In addition, who else besides Minister Aly?

That same afternoon the men arrived at the Port-au-Prince international airport accompanied by two employees of the American Embassy. They were treated as VIPs, waiting in the Diplomatic Salon until they boarded the American Airlines flight, sometime after 4:30 pm, bound for Miami. Of course, there is no *"standing for trial"* in any U.S. court because, apparently, they did not leave the U.S. with the arms. Were the arms waiting for them in Haiti? How did they get there? It is said that they arrived in Haiti from Jamaica in a special plane that landed clandestinely somewhere in Haiti, possibly in Les Cayes, the main city in Haiti's southwestern peninsula. Obviously, the men must have been welcomed by ***"those people directly connected to the President"*** for whom they were going to work. It does not take rocket science to figure that out.

The Superior Council of the Judicial Police (French acronym CSPJ), headed by René Sylvestre, the Chief Justice of Haiti's Supreme Court, dispatched a letter on February 21 to the Justice Minister, denouncing *"the illegal and arbitrary act"* of letting go of the alleged "mercenary terrorists." Expressing *"aw and bitterness,"* the Council asks for an explanation of what happened.

Interestingly, the Chief Justice was named at his post on February 1st, in an anti-constitutional move by President Moïse, probably to protect himself from the fallout of the PetroCaribe report of the Government's Auditors *(La Cour supérieur des comptes et du Contentieux administratif)* which showed that two companies of the former businessman (Agritrans & Copenher) had participated in the PetroCaribe scandal.

Meanwhile, that same February 21, Prime Minister Céant also weighed in. He wrote to Minister Aly, emphasizing *"grave prejudice to national security"* with all the illegal weapons of war found in possession of the eight men and for seven of them leaving the country. As chair of the Police Board, called *Superior Council of the National Police* (French acronym (CSPN), Mr. Céant asks the Minister to "*speedily [prepare] a detailed report [for him] about all the steps taken and all the administrative documents, with the legal references, which allowed you to take such a decision."*

In a move to derail any investigation into illegal stocking of heavy weapons and his organizing stealthily a paramilitary force with foreign expertise, President Moïse, without cabinet participation, boldly issued a decree on February 21. In it are named seven individuals for the most part unknown to an *"Inter-Haitian Dialogue Commission,"* thereby scraping a similar commission entrusted to the Prime Minister late last year, after the country-wide demonstrations last November 18.

Then on Friday, February 22, the General Secretariat of the Palace issued a communique, stating that the new commission *"has fifteen days to work, respecting the Constitution, to undertake a political dialogue in frankness and sincerity, leading to putting in place of an inclusive government capable to respond to the aspirations of the population."* A maneuver to get rid of the Prime Minister, who has refused to resign!

On Sunday, February 24, 24 hours before the President were to install the new commission, Charles Suffrard, the most prominent among the designated commission members, wrote to the President to decline participation in the commission. With the lesser-known economist Carlo Joseph, who has contested as a representative of the *PetroChallengers,* on Monday (February 25), the President installed his 5-member commission. Other than Suffrard who officially had declined participation, a certain Dérose Rudolf did not show up for the Monday ceremony.

President Moïse paid no attention to the advice of Gary Bodeau, president of the Lower House of Parliament, who attempted to dissuade him from going ahead with officializing his new commission. In a letter made public Monday morning, Deputy (Congressman) Bodeau, wrote, *"Considering the crisis situation which can't be solved except in a large national consensus, the president of the House of Deputies would suggest that you take a few days to reflect more profoundly and get better contacts to complete this structure that should be more balanced, and able to generate patriotic understanding concerning the Haitian drama."*

Generally, it is believed that the new presidential commission is dead on arrival. This business of turning to commissions whenever the citizens take to the streets to rail at the government will not do the job. Last January 22nd, the initial meeting to get all national sectors around the table was a flop. Publicly, President said he was not "satisfied" with the Prime Minister who failed to get key players, including members of the PHTK ruling party, to attend the meeting. Nevertheless, the President soldiered on, expecting that last February 7 all sectors would have finally come together. Instead of a solemn meeting on that day, it was the general uprising throughout Haiti threatening Jovenel Moïse's presidency. In the end, even the *"mercenary terrorists,"* 43 according to the latest report, have proven inadequate.

RAJ
February 27, 2019

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Il aurait été plus juste de parler d'un Haïti en voie de disparition

Par Rosie Bourget

Depuis plusieurs années, la Perle des Antilles est plongée dans un

Rosie Bourget

effroyable chaos dont personne n'entrevoit la fin. Cette campagne à la force brutale de faire disparaitre Haïti ne paraît pas bizarre à ceux qui observent en spectateurs, quasiment indifférents, une destruction planifiée des grandes puissances. Peu de voix se sont élevées dans le secteur privé des affaires pour condamner ce qui est une agression contre un pays souverain qui ne dispose pas des dirigeants capables ou des personnes qui se montrent responsables, et des moyens appropriés pour assurer sa survie et sa défense.

Tout le monde qui a l'esprit ouvert (sauf les affairistes et assoiffés de pouvoir) constate qu'il est incertain quant à l'avenir de notre pays et évoque qu'Haïti est en voie de disparition. On ne comprend pas comment les autorités ont laissé filer les opportunités de mettre le pays sur les rails du développement durable après la chute du régime dictatorial. Cela fait 33 ans depuis qu'Haïti est devenu invivable, pire qu'un désert. Quand on déambule dans certains quartiers de la capitale, ce n'est plus Haïti qui fut un temps « *la Perle des Antilles* ». C'est un pays qui devient de plus en plus une coquille vide, une jungle, un endroit. Les crises, sans solutions immédiates, se multiplient. La prochaine est déjà programmée, considérant le torchon qui brule entre la primature et la présidence, on peut le dire sans ambages, ni l'une ni l'autre n'a ni l'autorité, ni la créativité pour entraîner une équipe, voire diriger un pays. Donc, il y a peu de chances de surmonter les obstacles. C'est dommage que tous ses efforts pour se débarrasser du gouvernement sanglant des Duvalier soient réduits à néant par l'absence de volonté de nos dirigeants et dont la finalité avérée est de détruire leur propre pays.

La mission pour faire disparaître Haïti et de le mettre à feu et à sang jette sur les routes des millions de personnes, alors que ceux encore plus nombreux, qui ne peuvent pas fuir les conditions infrahumaines, vivent le drame de ne plus avoir de nourriture, ni d'eau potable, ni d'électricité, et peut-être plus d'hôpitaux et d'accès à l'éducation.

r_bourget@yahoo.com
MTS (Maitrise en travail social)

PROPRI T , VENDRE
, PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

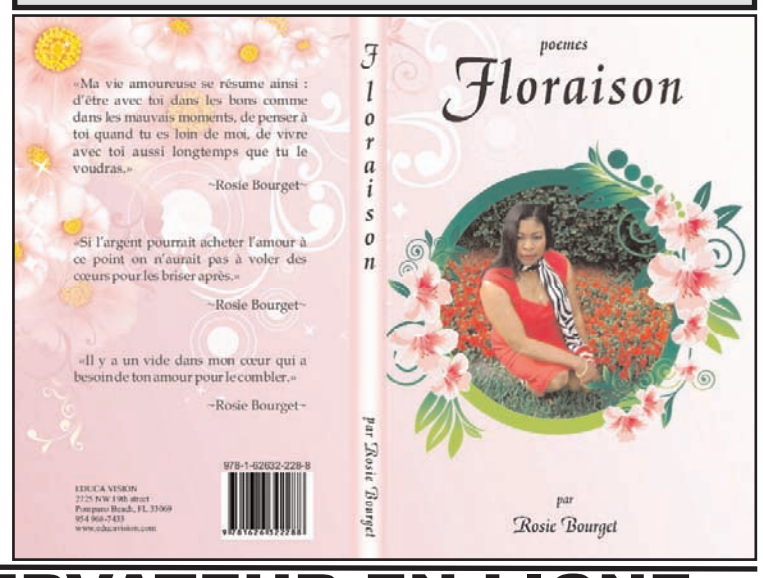
We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reliure soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

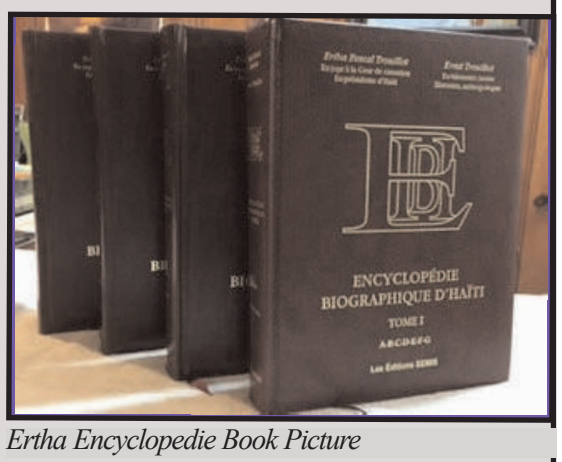
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

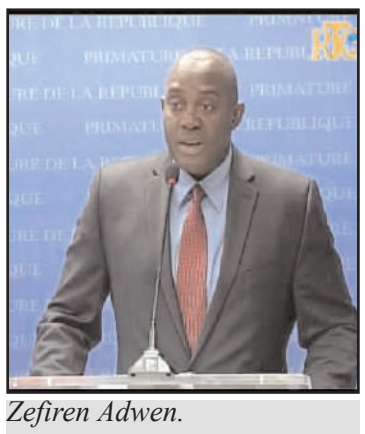
Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

...Epi Ayiti te vin tounen youn savann

Gen youn pawòl ki di mounn ki pa konn istwa peyi yo kondane pou repete menm erè yo. Nou menm nou ka di ke yo fè pi mal. Gade sa k sot rive ann Ayiti ant dimanch pase, 17 fevriye, ak mèkredi, 20 fevriye. Sa fè m lapenn pou elèv lekòl ki pral aprann kijan peyi a te vin tounen youn savann sou gouvènman *Kale Tèt* la. Se lè sa a Ayisyen te pran gwo kalòt marasa nan men etranje. Men sa k te pi lèd la, se lè yo pral aprann ke se Nèg ki te swadizan



Zefiren Adwen.

prezidan peyi a ki te lakòz Ayisyen met ajenou devan Blan, la a nan Pòtoprens, kapital peyi Desalin nan.

Asireman, nou deja konnen de ki sa m ap pale. Wi, eskandal uit vanyan gason Lapolis te arete nan dimanch apre-midi byen ta tou pre Bank Repiblik Ayiti a (BRH) anba lavil la. Yo t ap sikile nan 2 machin san plak. Se te 5 Ameriken, youn sitwayen peyi Sèbi (Serbie Montenegro), youn Ris (Russe) ak youn Ayisyen, ke Ameriken te depòte al Ayiti pou kesyon dwòg.

Lè patwouy Polis la te rete machin yo epi yo wè kantite zam ki te genyen, yo kouri rele ranfò. Kòm se te polisye Kafeterya, anba lavil la, lòt polisye te rive brid sou kou. Mesye yo te chaje zam fann fwa. Yo te gen fizi ki gen longvi ki penmèt yo vize mounn byen lwen e touye yo. Yo te gen gwo revòlvè ak silansye ki penmèt yo tire youn mounn tou pre, san w pa tande. Apa de sa, yo te gen telefòn-entènèt ki penmèt yo kominike long distans san yo pa pase pa sistèm lokal la. Yo te gen jilè par-bal ki anpeche yo pran bal avèk anpil lòt gwo sak ki te ranpli ak minisyon. Yo te gen «*drones* », enstriman ki ka vole anlè tankou ti avyon pou pran foto sa k ap pase nan youn zòn, ki ka lage bonm tou. Menm si yo t ap mache san plak, yo te gen plizyè plak machin nan sak yo. Pi bèl toujou, Lapolis dekouvri plizyè dokiman ak non mounn ki te sou lis pou pase a lenfinitif.

Jan nou tande a, se mounn ki te pral an misyon pou fè anpil dega. Enben lè yo rive nan biwo Lapolis kote yo te pral kesyonnen yo, se kòm si yo te kadnase bouch yo, pa younn pa t vle pale. Alafen, gen younn ki sanble se chèf operasyon an ki di : « *Nou an misyon pou gouvènman. Talè bòs mwen va rele bòs pa w* ». Li pa di pou ki gouvènman, donk se tann Lapolis te oblije tann. Epi se Jan Fris Jan-Lwi (Jean Fritz Jean-Louis) ak Zefiren Adwen (Zéphirin Ardouin) ki te rele Lapolis pou di lage mesye yo. Ofisye Polis ki te anchaj la di se swa jamè. Fò m di nou Jan-Lwi ak Adwen se mounn ki travay pou prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse). Pi gwo chèf toujou vin rele pou mande lage tèworis yo. Minis Lajistis la, Jan Woudi Ali (Jean Roody Aly). Men Lapolis pa brendeng.

Ou kwè nou byen tande. Otorite ki la pou aplike lalwa epi defann peyi a kont ansasen se yo k ap mande lage mesye yo. Kidonk, mesye atoufè sa yo ap travay pou yo. Pèsonn pa di depi kilè yo ann Ayiti, paske paspò yo pa gen okenn kote l montre ke yo te pase nan sèvis Imigrasyon, swa nan younn nan 2 aewopò intènasyonal yo (Pòtoprens ak Okap). Ni tou pa gen okenn fèy nan paspò yo ki di yo te pase pa fwontyè ak Repiblik dominikèn. Gen mounn ki gen tan di yo te pran pwen zonbi, yo bouche je mounn nan sèvis Imigrasyon yo ki pa wè lè yo pase epi yo tou rantre nan savann yo rele Ayiti a. Epi yo gen gwo bwa dèyè bannann yo, yo ka fè sa yo vle. Sèl ti pwoblèm yo te genyen se Lapolis yo pa t avize ke Nèg yo se mounn Palè. Ou kwè nou konprann ! Kòm prezidan pa renmen chèf Polis la e l nan chire pit ak Premye minis la, l ap monte fòs fann fwa pa l li pa di yo anyen. Enben,

Konmisè gouvènman nan Potoprens Pol Erons Vila

se konsa deblozay la pete.

Kwake Blan yo nan prizon, yo pa t gen okenn krentif, paske yo konnen bòs yo ap travay ak bòs polisye yo. Asireman, se pa Michèl-Anj Jedeyon (Michel-Ange Gédéon) ni se pa Premye minis Jan-Anri Seyan (Jean Henry Céant). Okontrè, nan lendi, li te bay youn antrevi nan televizyon CNN kote l te pale de mèsenètèworis ki te an misyon pou touye l. Epi lòt mounn tou, paske se pa sèl non pa l ki te sou lis. Antouka, kèk gwo bòs Ozeta-Zini, nan Depatman Deta, te di lavi sitwayen ameriken an danje ann Ayiti. Jan Premye minis la

Minis Ljistis Jan Roudi Ali.

pale a, sa ka tounen mal pou mesye yo.

Epi se konsa kout telefòn pati sot lòtbò dlo, mande pou otorite Ayiti debouye yo kou Mèt Jan-Jak pou voye mesye yo tounen Eta-Zini tou swit. Se konsa nan mèkredi apre-midi, nou wè mesye yo nan aewopò Tousen Louvèti (Toussaint Louverture), nan Salon diplomatik, san menot, ap bay blag, jiskaske yo monte avyon Amerikann Elayn nan (American Airlines) vòl 1059, ki te kite apre 4 è, fè kap pou Miami. Yo te chita nan plas devan, nan « *First Class* », kòm yo di, ap bwè diven, jan yo sèvi mounn nan « First Class ». Lè avyon rive Miyami, gen youn anons ki fèt, mande tout pasaje ret tann, paske gen otorite k ap monte abò a. Efektivman, nou pa konn ki branch Leta ki t ale pran yo, men yo disparèt menm jan yo te rantre ann Ayiti a.

Nou pa bay swa-dizan repòtaj Karèl Pèd (Carel Pedre), jounalis ayisyen ki te abò avyon an, twòp enpòtans lè l di yo te arete mesye yo pou soti ak yo. Nou gen pwoblèm ak msye, paske li sanble se youn Nèg yo te voye espesyalman pou di sa l t ap di yo pou apeze kòlè Ayisyen lakay. Paske, selon sa otorite ameriken te di, sitou anbasadris la, mesye yo te pral anba grif Lajistis nan peyi yo. N ap di Karèl Pèd, dòdinè, kou w nan liy pou al pase nan Imigrasyon, yo pa kite w pale menm nan telefòn, alevwa pou w ap fè video. Kòm yo di an franse : « *Cousu de fil blanc !* »

Nou pa t bezwen tann twò lontan pou tout verite a te soti aklè. Nan vandredi, 21 fevriye, Jaklin Chal (Jacqueline Charles) ak 2 lòt jounalis, *David Ovalle* ak *Jay Weaver*, ekri youn atik byen detaye kote yo di yo pale ak otorite ameriken yo ki di yo pa retni okenn chaj kont mesye yo, kivedi tout mounn al lakay yo, kòm si de ryen netè. Kidonk, se nan pye travay yo mesye yo te ye, nèspa ? E se an konplisite ak ekip prezidan an. Gade kijan Ayiti vin tonbe ba avèk gouvènman tèworis Kale Tèt sa a ! Men sa se twòp atò !

Alò, tout mounn ap mande kilès ki responsab voye mesye yo ale san yo pa parèt devan jij ann Ayiti. Premye minis di li pa konnen anyen nan sa. Vwala ke pòt pawòl prezidan di prezidan Moyiz pa konn anyen non plis. Atò se minis Lajistis la, Mesye Ali, ki pran desizyon pou kont li pou l voye mesye yo ale. Okontrè, gen youn nòt k ap sikile sou entènet la ki soti nan ofis minis Lajistis la ki montre ke lòd pou lage mesye yo te soti nan ministè l, men l rale kò l an dous. Nòt la, ki gen dat 20 fevriye, adrese bay « *Monsieur Joany CANÉUS, directeur Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ), En ses Bureaux* ».

M ap bay li an franse, jan l ekri a: « *Par la présente, je vous informe qu'il a été autorisé une procédure de transfert vers les États-Unis d'Amérique de citoyens de nationalité américaine et de résidents permanents aux États-Unis au nombre de sept (7), ce, pour répondre aux charges de transport illégal d'armes à feu des États-Unis d'Amérique vers le territoire haïten* ». Epi non tou le 7 mounn yo bay ak dat e kote yo fèt, epi sèks yo, sètadi si se fanm ou gason. Kòm nou deja konnen, tout se gason.

Jan nòt la ekri a, minis Ali pa di se li menm ki otorize lage mesye yo. An bon franse, li fè

Joani Caneis, chèf DCPJ.

konprann ke gen lòt mounn ki te patisipe nan desizyon an, mounn ki piwo pase l. Antan ke minis, sèl mounn ki piwo pase l se prezidan ak Premye minis. Jan mesye yo te rantre nan peyi a, san Premye minis pa t konnen, nou kwè sa Premye minis la di a, ke l pa t okouran yo t ap voye mesye yo Ozeta-Zini. Èske nou ka di sa pou prezidan Moyiz ? Pa bliye mesye yo di yo t ap fè youn travay pou youn biznismann ki

Ambasadè amerikèn ann Ayiti Michel Sison.

konekte ak prezidan an. Apa de minis Ali, gen 2 lòt mounn — Jan-Lwi ak Adwen — ki travay pou prezidan Moyiz, ki te fè presyon sou Lapolis pou lage mesye yo depi nan dimanch swa. Kòm nou deja di « *C'est cousu de fil blanc* ».

Premye minis Jan Anri Sean.

Gen youn lòt bagay ase enpòtan mwen wè nan nòt minis Ali a. Li voye kopi bay komisè gouvènman Pòtoprens la, Pòl Ewons Vila (Paul Eronce VILLARD), epi li mansyonnen youn lèt ki soti nan anbasad amerikèn, kivedi li voye kopi lèt la san l pa di sa k ladan l. Men sa l ekri an franse : « *P.J. : Lettre du 20 février 2019, émanant du Bureau de Sécurité régionale de l'Ambassade des États-Unis d'Amétique en Haïti, Monsieur Mario RETA* ».

Pou mounn ki pa t wè l, m ap fè nou konnen ke youn jounalis Lavwa d Lamerik ann Ayiti, Jan Wobè Filip (Jean Robert Phillippe), te bay anbasadris amerikèn an Ayiti a youn entèvyou nan jedi apre midi. Premye kesyon li te poze Madam Michele Sison se te sou ki pozisyon anbasad la sou mesye yo te kenbe dimanch swa yo e ki deja pati al Eta-Zini. Madanm nan te annik reponn : « *Le retour de ces individus était coordonné avec les autorités haï-*

Ale nan paj 13

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 7

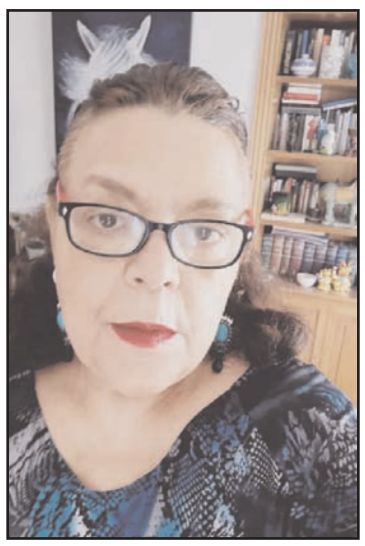
REGARD DE LA FENÊTRE

Une politique étrangère américaine faite sur mesure

Par Michelle Mevs

Depuis le 23 Janvier 2019, le Venezuela a deux présidents controversés : Nicolás Maduro le socialiste, chaviste, anti-*gringo*, et Juan Guaidó le président du parlement vénézuélien.

Juan Guaidó s'auto-déclarant



Michelle Portes Mevs

président par intérim et le voilà promu et reconnu par le président américain Donald Trump. Il est également agréé par la OEA, par l'U.N., par La France, par l'alliance dénommé Groupe de Lima constitué de 13 pays d´Amérique latine avec le Canada. Mais encore, par les pays sous la bannière de l'extrême droite tels le Brésil de Jair Bolsonaro l'Argentine de Mauricio Macri et le Pérou de Martín Vizcarra. Il a même été imposé au peuple haïtien mécontent de cette reconnaissance par le président décrié d'Haïti Jovenel Moïse.

Les États-Unis d'Amérique ayant avec ce dossier Venezuela, à portée de main, un *succès story potentiel,* -puisque sa situation économique y est en chute libre- Ils en ont fait leur proie. Par contre, d'autres nations comme l'Arabie Saoudite et la Russie bénéficient d´une grande bienveillance de la part du Département d'État Américain.

En Haïti on a coutume de dire que tous les doigts de la main ne sont pas égaux pour l'utilité qu'ils peuvent avoir. Il en serait de même pour le Venezuela comparé à Haïti. Du point de vue des États-Unis d'Amérique et en réalité, le Venezuela a grande importance. Elle renferme la deuxième réserve pétrolière au monde, ce qu´ Haïti n'est pas.

Si ces deux nations sont également en crise humanitaire, que leurs peuples respectifs souffrent de misère, manquant de tout, expriment leurs frustrations au quotidien, le Venezuela est au bord du gouffre et pour Haïti c'est carrément pire! On aura néanmoins compris concrètement dans les faits, que la politique extérieure des États-Unis d'Amérique, vis à vis de ces deux pays n'est aucunement similaire.

L'une des raisons sous-jacentes de ce traitement différent concerne les intérêts à engranger par les États-Unis. Il s'agit de récupération de richesse pétrolière en perspective à l'encontre de la prise en charge d'une forte population haïtienne agonisante!

En ce sens les États-Unis d´Amérique poursuivant la politique anticonformiste, populiste et il libéral du président Donald Trump, l'homme d'affaire spécialiste en *deals*, au slogan nationaliste *America First* (quand les intérêts américains priment sur celle de toute autre nation ou entité), voguent sur une ligne de politique étrangère et diplomatique non-orthodoxe.

Politique qu'il faut chercher à décrypter. Il en va de l´avenir d´Haïti.

Mais il y a également un fait évident à prendre en considération. Les motifs qui la sous-tendent ne sont pas nécessairement basés sur des principes moraux, sur les droits de l'homme ou sur le système démocratique mais se situe en rapport majoritaire avec des intérêts économiques, des promesses de campagne de Donald Trump, des effets de rupture de système pour satisfaire l'électorat à travers une communication infox ou sensationnaliste.

Tout ceci en vue d'un renouvellement de mandat du président américain en 2020. Donald Trump cherche déjà à capter l´atout électoral qu'est la communauté latino, ce réservoir potentiel de 400 000 vénézuéliens et tous autres latinos vivant aux USA et en majorité en Floride...On connaît l'importance du scrutin de la Floride.

Faisons référence pour commencer à la fameuse doctrine Monroe de 1823, ce principe constant de l'histoire politique américaine du XXème siècle qui prône encore à ce jour l'Amérique aux américains et l'Europe aux européens...créant ainsi une zone d´influence sous mainmise exclusive américaine. Le Vénézuela comme Haïti sont géographiquement de la sphère américaine.

La stabilité, le *management* de la région, son marché, reviennent aux États-Unis d'Amérique. La migration vénézuélienne de 10% de sa population vers les pays avoisinants tel que la Colombie perturbe énormément.

2000 immigrants vénézuéliens au quotidien en font leur pays d'adoption. Un tel fardeau, facteur d'inquiétude risque de troubler l'ordre régional. De sorte qu'elle met en lumière la ligue anti-Maduro que représente l'Alliance de Lima et l´opposition de bien d'autres pays au régime chaviste. Ces nations sont particulièrement concernées par leur futur propre et leurs intérêts nationaux d´autant plus que les États-Unis d'Amérique sont un partenaire incontournable....

En ce qui concerne Haïti

Les États-Unis de Trump y appliquent le principe idéologique isolationniste (ne pas intervenir militairement en Haïti), libérale… (prendre pour Haïti des décisions unilatérales et en exiger l'acceptation par des voies détournées).

Basée sur de multiples critères évolutifs encore à définir au plus près, la politique américaine par rapport à Haïti est intransigeante et sans appel.

Nous l'avons constaté récemment durant la crise-haïtienne du *lock-pays (pays en grève et fermé*

Le président américain Donald J. Trump.

pendant 10 jours la semaine dernière); mais, crise non-résolue malgré la reprise partielle des activités locales.

Il faut savoir que le président républicain Donald Trump ne modifiera pas son style. Il est tout simplement imprévisible, en rupture avec de nombreux accords et traités classiques. Le Canada comme le Mexique en ont fait l'expérience pour ne citer que ces pays. Trump est foncièrement nationaliste.

En Haïti, alors que la population haïtienne dans sa majorité n'a de cesse de réclamer dans la rue sur *le béton*, dans la presse radio et écrite, sur les réseaux sociaux, la démission du président haïtien Jovenel Moïse depuis le 7 Février pour sa mauvaise gestion, pour allégations de corruption et l'inflation galopante qui y sévit: Les États-Unis ne la considère pas Haïti comme la priorité, la crise humanitaire qui y sévit.

La réponse américaine adressée à Haïti et à sa crise aiguë est claire et limpide, comme celle du CORE Group travaillant en tandem sous la rubrique de la doctrine de Monroe : Le dialogue et les élections sont les seuls critères démocratiques à exercer en Haïti. Il n'y a rien d'autres qui puisse satisfaire ni les États-Unis d'Amérique, ni la communauté internationale.

À noter que la situation s'est compliquée en Haïti quand le FMI imposait à Jouvenel Moïse de ne plus subventionner le prix de l'essence à la pompe provoquant en Haïti à partir du 7 Juillet 2018, les débuts d'une sanglante révolte populaire qui s'étalera sur les mois suivants jusqu'à l'accalmie de fin de semaine dernière.

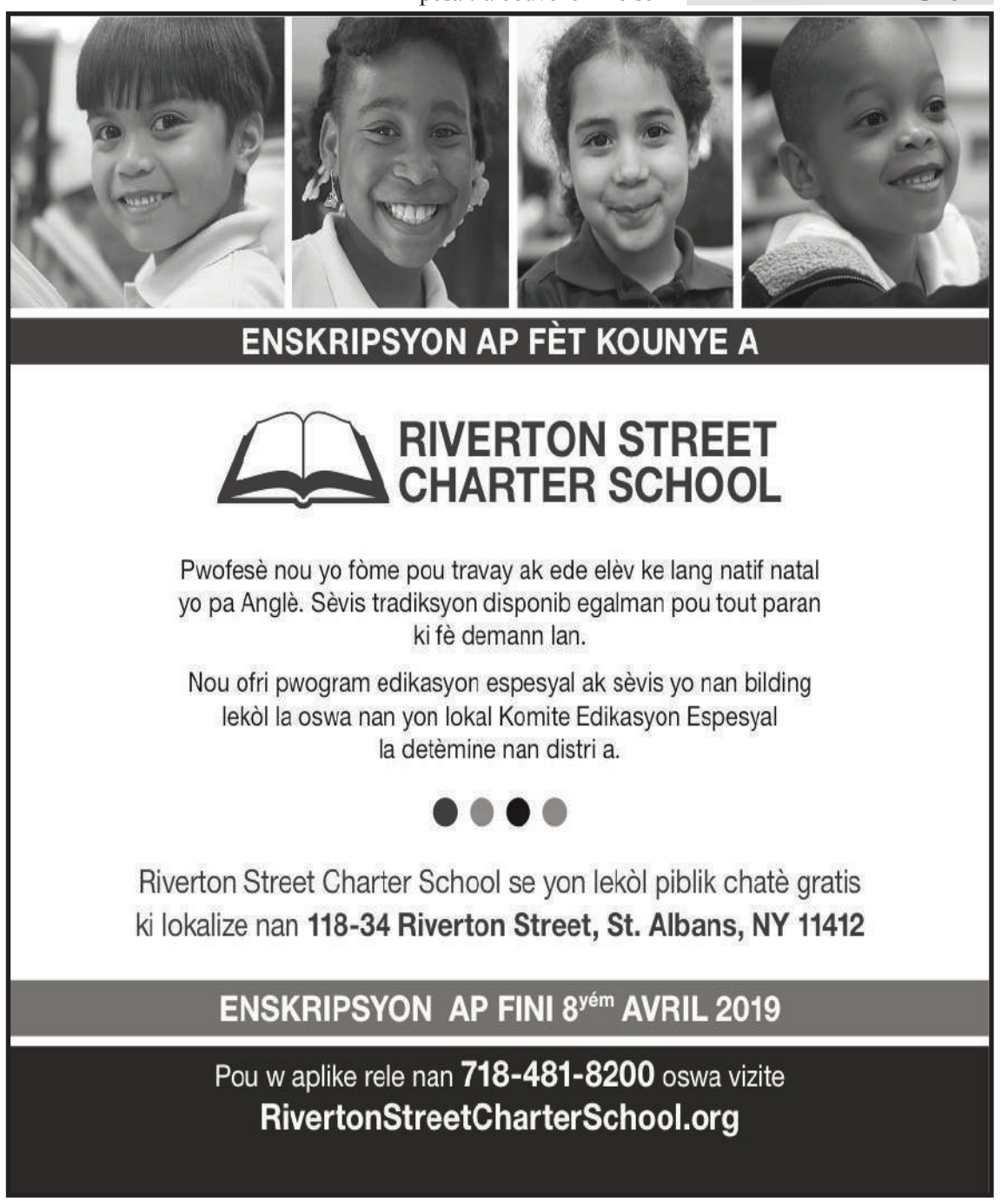
Déjà que la population était en colère contre ses dirigeants. Le rapport de corruption PetroCaribe épinglant le président Jovenel Moïse et des membres proéminents du parti allié: le PHTK etc.... Le dossier contenant de fortes suspicions de fraude, la dilapidation de fonds d´aide à l'investissement octroyés justement par le Venezuela à Haïti demeurent lettre-morte auprès de la présidence, La population réclamait à hauts-cris que justice soit rendue que l'argent volé soit récupéré.

Une publication du Figaro nous éclaire quant à la dualité de la politique de Trump sur deux pôles: « ...Il y a, ... deux facettes dans cette position originelle du trump-isme. D'un côté, une «vraie conviction » que les États-Unis n'ont pas « vocation à intervenir partout dans le monde » ; de l'autre, la volonté de « *cocher chaque case des promesses de campagne* ».

Donald Trump aux commandes

Tromp pratique, en effet, un trump-isme à dimension électorale, souhaitant exécuter ses promesses de campagne, tout en assurant sa réélection, mais en même temps pratiquant de préférence le non-interventionnisme, parce que le mode interventionniste coûte trop cher au

Suite en page 9



Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

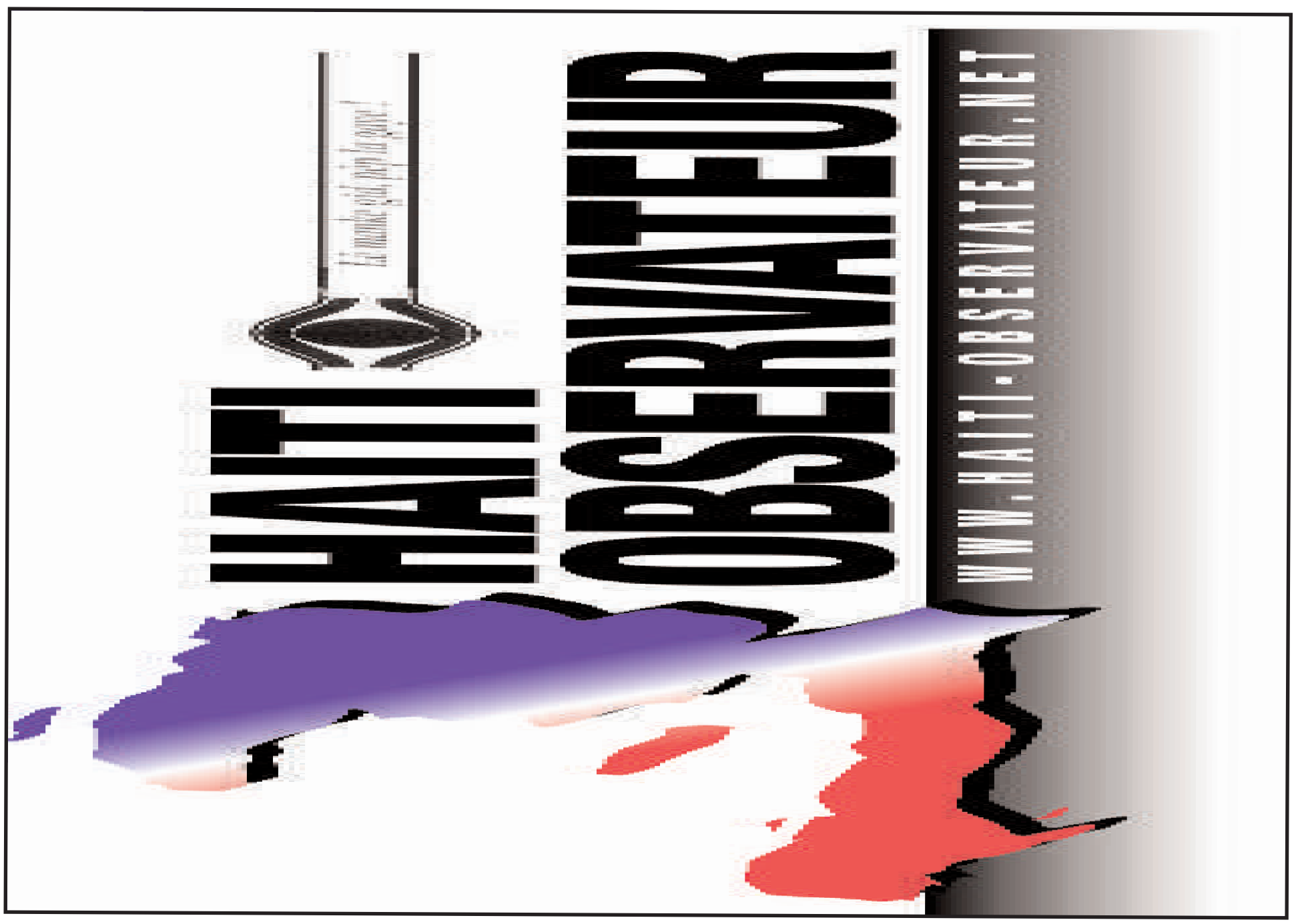
- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics



Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 9

REGARD DE LA FENÊTRE

Suite en page 9

u

pays, avait-il déclaré à la presse. Cependant dans le cas vénézuélien il menace, comme à son habitude. Toutes les options sont sur la table, répète-t-il. Autrement dit, une intervention de troupes américaines sur le territoire vénézuélien serait envisageable.

Un faucon de l'ère George W. Bush en même temps

John Bolton, 77 ans, vétéran de l'administration américaine, nommé par Trump, conseiller à la Sécurité nationale, mène le jeu en politique étrangère. Néo-conservateur connu au sein de l'administration américaine comme un «*va-t-en-guerre* », farouche partisan de la guerre en Irak. Son idéologie personnelle favorise le protectionnisme en matière économique. Il déclarait que l'hémisphère américain ne pouvait accepter le régime socialiste de Nicolas Maduro. Petit rappel : Bolton est un personnage qui pèse lourd et au passé entaché de suspicion. Il fut un temps accusé de fomenter, sous couvert d'actions humanitaires, des opérations de déstabilisation en Amérique latine et en Macédoine, etc...

Si Trump est un négociateur, qui excelle en menaces, le bâton et la carotte, et en changement constant de cap, par contre John Bolton, lui, est connu pour être un « *va-t-en-guerre* », et donc partisan de guerre préventive également. C'est dire le danger qui menace militairement le Vénézuela actuellement.

Et concernant Haïti, les réseaux sociaux rapportent que le Ministre des Affaires étrangère eut à le visiter lors de la surchauffe de la crise haïtienne, sans que le contenu de la visite ait été rapporté par voie de presse. Un manquement causant de fortes suspicions localement dans le public envers le département des Affaires étrangères haïtien au service aveugle du président Jovenel Moïse.

Les ministres des Aff. étrangèresdu Groupe de Lima entourant Juan Guaido, a la derniere conference du groupe, a Bogota.

En ce qui concerne le Vénézuela, les séquences du scénario s'articulent comme suit : Washington, à contre-courant de ce qui fut déclaré par rapport à la situation en Haïti, reconnaissait d'emblée un président de facto : Juan Guaidó. Un non élu démocratiquement mais qui, parlementaire élu, servirait d'élément de nuisance en confrontant le président Maduro pour l'éjecter du pouvoir.

Washington en mode ingérence menait à bien la reconnaissance de la légitimité de Juan Guaidó dans le monde, et forcément celui-ci remplacerait ou envahirait militairement le Vénézuela.

Maduro, cette bête noire de Trump, comme Hugo Chavez dont il est l'héritier, refuse de reconnaître l'hégémonie américaine sur son territoire. C'était en 1998 que Hugo Chavez commençait la nationalisation des investissements des compagnies pétrolières américaines, etc... Les États-Unis ont été les premiers importateurs de pétrole brut jusqu'à ce que les relations s'effritent. Rappelons que Georges Bush eut à organiser un coup d'État contre Hugo Chavez, qui fut détrôné durant deux jours.

À continuation, les États-Unis d´Obama et de Trump imposeront de lourdes sanctions économiques et entreprirent des mesu-

Le président de la Bolivie, David Mercado, propose le dialogue avec le Venezuela.

res d´embargo financières sur les exportations du Vénézuela et sur les avoirs des barons du régime chaviste.

Généreux, Washington enverra de l'aide humanitaire aux frontières Vénézuela-Colombie (la carotte) pour renforcer le pouvoir du président de facto dont le gouvernement de Trump a fait son cheval de batail contre Maduro. Nous apprenons par les réseaux sociaux que l'aide humanitaire de la USAID n'a pu atteindre la population vénézuélienne, le 25 février. Maduro s'en est assuré, brûlant et menaçant, sachant que cette cargaison conduirait à sa perte. Une intervention militaire est actuellement en discussion et Mike Pence, le vice-président américain, s'en occupe au nom du président Trump.

En conclusion, ils seraient nombreux à crier : deux poids deux mesures ! À situation égales, mesures distinctes. Nous reprenons les desiderata du puissant voisin : Haïti devrait garder le statu quo jusqu'aux prochaines élections de 2020, selon Washington, tandis que le Vénézuela devrait rejeter à tout prix Nicolas Maduro, dont les dernières élections de 2018 n'étaient pas acceptées !

Mais, en définitif, pour Trump et Bolton, peu importe ce que pense l'opinion publique ou le monde en son entier... De sorte que pas la peine de rationaliser outre mesure les décisions du président de la plus grande puissance mondiale. La raison du plus fort étant toujours la meilleure, Donald Trump est le décideur en chef, du moins dans cette partie du monde, l'hémisphère américain.

Approche pour Haïti

L'apparition d'une nouvelle réalité idéologique, économique, politique et diplomatique aux États-Unis depuis 2016 ; et Trump au pouvoir suscite une attention soutenue et une prise de conscience en même temps d´une capacité d'évaluation hors du commun de la part des dirigeants de l´Haïti-en-crise.

Si Haïti dépend de l'aide américaine pour sa survie et des institutions internationales sous influence américaine, ne serait-il pas utile de suivre de près les tendances de la politique étrangère américaine ? De les évaluer correctement ?

Il est connu historiquement qu'en diplomatie, dans son application à l'étranger, ou l'ouverture au monde, ou encore l´interventionnisme externe, oscille dans le temps de la pendule avec une prise de position idéologique isolationniste. Actuellement, les décisions américaines en matière de politique étrangère représentent un mixte dont la complexité remonte à la personnalité de Donald Trump.

Pour mieux comprendre les raisons sous-jacentes de cet aller — retour de l'idéologie américaine en politique étrangère, disons « *qu'elle repose sur le système politique américain. Ces allers-retours entre ouverture vers l'international et repli sur soi traduisent le plus souvent les rapports difficiles qui existent aux États-Unis entre pouvoirs exécutif et législatif. Ils sont le plus souvent le fait de présidents américains soucieux de donner à leur pays un rôle majeur dans les affaires du monde, en accord avec sa puissance et son influence réelles, mais confrontés à un Congrès qui résiste à leurs ardeurs et les freine* ».

À titre d'exemple sur le clivage qui illustre la politique de Trump. Le président américain déclarait qu'il souhaitait que les États-Unis retirent leurs forces de Syrie. Une décision qui pourrait traduire une volonté d'« *isolationnisme* ».

Par contre, le commandant en chef des armées américaines pourrait entreprendre incessamment une descente militaire au Vénézuela, l' « *interventionnisme* » en action.

Rappelons que « *Le candidat antisystème en a fait l'un de ses arguments de campagne en critiquant l'interventionnisme d'Hillary Clinton, secrétaire d'État en 2011, lors de la guerre en Libye et la chute de Mouammar Kadhafi* ».

Donald Trump produit cette politique chaotique dénoncée en permanence par la presse américaine comme internationale et qui ne cesse de surprendre, aux États-Unis comme ailleurs de par le monde.

Sa caractéristique essentielle en affaires étrangères c´est qu´il fait fi des engagements antérieurs de son pays et privilège de nouvelles alliances renégociées en faveur des Américains. Le président Trump mène les enchères sans ambages, et en contrepartie il apparaît crucial à tout pays de renégocier — bilatéralement seulement — de nouveaux accords. Si non, pas de salut !

À la dernière rencontre du groupe de Lima, de g. à d., Juan Guaido, Yvan Duque et Mike Pince, le vice president des Etats-Unis,

D´ailleurs la communauté internationale en est réduite à faire contre mauvaise fortune bon gré. Angela Merkel en a pris conscience, de même qu´Emmanuel Macron, pour ne citer que ceux-là. Xi Jinping est en pleine négociation avec Trump sur le commerce international.

Sous l'égide de Trump, les alliances anciennes sont remises en cause. Le passé est échu. Si Haïti croit encore que les États-Unis ne peuvent l'abandonner à son sort parce qu'Haïti se trouve

Nicolas Maduro romp les relations diplomatiques avec la Colombie, son voisin.

dans la sphère géopolitique américaine (autrefois on disait dans l'arrière-cour des Américains), ou parce qu'Haïti est un allié, et par conséquent devrait jouir d´une aide à la démocratie et d'une assistance humanitaire du gouvernement américain : il se peut bien que nos dirigeants, trop naïfs peut-être, soient bercés d'illusions et nostalgiques des temps révolus.

L´idéologie d´une Amérique agissant selon toute logique et en toute amitié, en collaboration avec Haïti, serait périmée, compte tenu d´un nouveau mode de décision d'un président américain atypique, mais dont on connaît toutefois, les obsessions et le mode de fonctionnement erratique.

Les analystes politique écrivent ceci :

« La personne désormais chargée de la politique étrangère américaine privilégie la concurrence plutôt que la coopération, le protectionnisme plutôt que le libre-échange, l'autoritarisme plutôt que la démocratie ».

Cairn traitant de la question de ce que la politique étrangère américaine réserve au monde à venir et nous citons :

« *... savoir si l'on n'assiste pas à un tournant de la diplomatie américaine, prémisse d'un mouvement de fond qui va progressivement bouleverserl'ordre international...et faire apparaître un nouveau monde « post-américain », lourd de menaces et de déséquilibres. » D'où l'inquiétude mondiale par rapport aux tendances de la diplomatie sur mesure de Donald Trump...* »

Autrefois quand tout était moins trouble, en politique américaine, on pouvait écrire : « ... *En fournissant des biens publics internationaux tels que la sécurité mondiale et régionale, la liberté des biens communs et un système commercial libéral, les États-Unis avaient créé ce qui constituait, de tout point de vue historique, un environnement mondial stable et bienfaisant. Et puis, bienfait et développement. De 1989 à 2016, le produit mondial a plus que triplé. Le niveau de vie est monté en flèche. Plus d'un milliard de personnes ont été sorties de la pauvreté. La mortalité infantile a chuté. Les nouvelles technologies améliorent continuellement la vie quotidienne et connectent les gens de manière extraordinaire* ».

MM

« **La Doctrine Monroe :** le président James Monroe énonçait, en 1823 la « doctrine » portant son nom, à savoir, que la neutralité des États-Unis à l'égard des puissances européennes devait avoir pour contrepartie la non-intervention de celles-ci dans les affaires du continent américain : (Source clés des langues).

L'**isolationnisme** est une tendance de la politique étrangère des États-Unis pour une intervention minimale dans les affaires du monde. Il a longtemps été l'un des fondements de la politique étrangère des États-Unis, érigé en doctrine par le président James Monroe, en 1823. Il a été historiquement défendu par les deux franges de l'échiquier politique américain, mais il a été mis à mal aux xxe et xxie siècles. (Wikipédia)

L´interventionnisme : Doctrine qui préconise l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. En politique d'intervention d'une nation dans les affaires internationales, dans un conflit où elle n'est pas impliquée.

ÉDITORIAL

Après l'acte de trahison, le moment de montrer la porte à Jovenel Moïse

Pas plus tard que dans la précédente édition, nous avons déclaré que Jovenel Moïse avait déjà trop fait pour que le pays se débarrasse de lui, tout en invitant le parlement à faire le geste constitutionnel qui s'impose. Après avoir introduit des forces étrangères sur le sol national, dans le but de massacrer les filles et fils de Dessalines, le chef de l'État dépasse le comble de la trahison. Ce qui fait pâlir toutes les accusations qui lui faisaient déjà mériter de tomber dans la déchéance. Dans la foulée de l'initiative d'un groupe de députés se déclarant engagés dans la rédaction d'un acte de mise en accusation contre M. Moïse, la majorité des membres de la Chambre basse ont pour devoir de les suivre, au risque de se voir désigner à la vindicte publique et interdire de retour dans leurs juridictions respectives.

Les sept étrangers, cinq ressortissants américains, deux citoyens serbes détenteurs de la carte de résidence américaine, ont pu laisser le pays grâce à une collaboration étroite entre l'ambassade américaine, à Port-au-Prince, et les autorités judiciaires haïtiennes. D'ailleurs, c'est ce qu'a dit l'ambassadrice américaine en Haïti, Mme Michele Sison. Introduits illégalement dans le pays, à l'invitation du Palais national avec, semble-t-il, pour mission de perpétrer des assassinats et la destruction, ces sept hommes, dont le chauffeur, guide haïtien, ou interprète, n'avait pu être libéré sous la même rubrique que les étrangers, sont rentrés chez eux immédiatement après leur débarquement à Miami, le mercredi 20 février. (Heureusement, la clameur publique a porté les autorités haïtiennes à relâcher le pauvre Haïtien lundi dernier.) La justice américaine n'a retenu aucune charge contre les sept, car déclarés n'avoir transgressé aucune loi américaine. Comme on dit en créole, « *Se mèt kò ki veye kò*» (« *Il appartient aux personnes concernées de défendre leurs intérêts* »). Dans ce cas particulier, les diplomates américains en poste en Haïti ont joué pieds et main pour sortir leurs citoyens du pays avant que la situation ne se dégénère et permettre de dévoiler les dessous de cette affaire.

Au moment de leur appréhension par les forces de l'ordre, les « *mercenaire*s » ont révélé qu'ils étaient « *en service pour le gouvernement* », sans indiquer de quel gouvernement il s'agissait. Mais, auparavant l'ex-ministre Jean Fritz Jean-Louis, au nom de qui était immatriculé un des véhicules qu'ils avaient en leur possession, et qui les accompagnait, laissait entendre que les hommes travaillaient pour la Banque nationale de la République d'Haïti (BRH), sans indiquer la nature du travail qu'ils faisaient. M. Jean-Louis devait ajouter que les sept hommes n'étaient pas à leur coup d'essai au service de la Banque des banques. Toutefois, Jean Baden Dubois, gouverneur de la Banque centrale, a pris le contre-pied de la thèse de Jean-Louis en précisant qu'il ne connaissait pas ces individus et que la BRH ne les avait jamais embauchés.

Aucun doute que les cinq Américains et les deux étrangers ayant résidence aux États-Unis avaient fait leur entrée au pays de manière clandestine, grâce à un contrat d'embauche avec Jovenel Moïse et son équipe, dont la nature et les termes restent un secret. En tout cas, fin novembre 2018, dans la foulée des manifestations du 17 octobre et du 18 novembre 2918, des étrangers cagoulés porteurs d'armes de gros calibres, certaines dotées de télescopes et d'autres de silencieux, le genre utilisé par des francs-tireurs, ainsi que d'autres engins meurtriers, ainsi que des drones et des gilets pare-balles, des pistolets, de même que des téléphones par satellite et des couteaux, étaient déployés à la capitale. Si bien que le chef de la Police nationale avait indiqué que l'institution qu'il dirige ne possède pas ces armes, ni les véhicules à bord desquels circulaient les hommes en question, identifiés comme étant des Blancs en cagoule. Au cours des manifestations, des jeunes gens ont été tués par des obus à la tête sans faire de bruit, alors qu'il n'y avait pas de gens armés à proximité. Comme toujours, les autorités haïtiennes n'avaient diligenté aucune enquête pour établir la provenance des tirs, ni pour établir l'identité des auteurs des crimes signalés.

Ceux qui avaient encore des doutes, quant aux affinités des étrangers avec les hommes de Jovenel Moïse, n'ont qu'à se rappeler avec quel acharnement les hommes de ce dernier faisaient pression sur les autorités policières pour qu'elles libèrent les étrangers. Aussi les deux véhicules qu'ils avaient en leur possession, au moment de leur arrestation, appartiennent-ils, l'un à Magalie Habitant, proche de la présidence; et l'autre à Jean Fritz Jean-Louis, ancien directeur de campagne de Jovenel Moïse, ex-directeur de la Loterie de l'État national et ancien ministre attaché auprès du bureau du Premier ministre. Les deux véhicules, une Toyota Prado et un camion Ford double cabine, avaient été achetés argent comptant chez le concessionnaire Berhmann par Mme Habitant.

Ignorant totalement quand ces étrangers sont entrés en Haïti, par quels moyens ils ont traversé la frontière, et à quelles fins ils se trouvaient dans le pays, le Premier ministre Jean Henry Céant avançait qu'ils avaient pour mission de l'assassiner, ainsi que d'autres personnalités politiques et gouvernementaux. En tout cas, les armes dont ces homes disposaient faisaient croire qu'il leur avait été confiée une mission d'assassinats. Mais pas contre Jovenel Moïse et ses hommes. Les gens de la présidence ne se seraient pas battus tellement pour leur libération. Nonobstant tous les efforts déployés par le pouvoir pour entourer l'opération projetée du plus grand secret qu'on connaît, Jovenel Moïse a commis l'ultime acte de trahison contre le pays. Avec les Américains, il s'est ligué pour faire subir la plus grande humiliation au peuple haïtien.

Quand ces derniers, pour s'être prêtés à ce jeu macabre orchestré par l'équipe Moïse, ont permis qu'une fissure soit infligée à la cuirasse de leur Justice, il y a lieu de les regarder à travers un autre prisme. Un pays, qui a la réputation d'avoir une justice sans reproche, s'est accoquiné avec un régime connu d'avoir vassalisé la justice. De ce fait, il faut attirer l'attention sur le fait qu'à un moment où la Justice américaine poursuit des Haïtiens, dont un est déjà trouvé coupable et l'autre en passe de subir son jugement, pour avoir exporté illégalement des armes vers Haïti, elle se fait complice des hommes qui ont importé de telles armes. Puisque celles trouvées en possession des sept hommes sont interdites d'exportation vers Haïti.

Dans cet ordre d'idées, l'ex-directeur général de la PNH, Godson Orélus, et ses co-accusés sont victimes d'une injustice criante. Car, sous les pressions de la justice américaine, ils sont gardés en prison préventive, accusés d'avoir été partie prenante de l'importation illégale d'armes des États-Unis à Saint-Marc, Haïti. On nous dira que ces messieurs n'avaient pas introduit les armes en Haïti. Alors qu'on nous explique comment ils s'en sont procurées. De toute façon, il s'agit d'armes illégales au même titre que celles introduites à la douane de Saint-Marc.

Suite à ce grave incident, les Américains ne devraient pas avoir le toupet de solliciter la collaboration des Haïtiens et du système judiciaire haïtien, dans le cadre de la lutte, notamment, contre le trafic illégal de stupéfiants et d'armes. Nous devons signaler aussi que, faute par les États-Unis de réprimer cette action, soit en sanctionnant le régime *Tèt Kale*; ou en rappelant à l'ordre ses citoyens qui se sont rendus sur un territoire étranger pour commettre les crimes supposés, un mauvais précédent est établi. Assurément il y aura des risques d'embaucher des mercenaires pour assassiner des citoyens et/ou déstabiliser des gouvernements dans l'hémisphère occidental.

Indéniablement, il y a eu transfert de prisonniers dans le cas des sept étrangers. Mais, selon la loi américaine, on ne peut arriver à cette étape qu'après que l'agent consulaire américain eut déterminé, avec preuves irréfutables, que les personnes en détention sont des citoyens américains. Il ne peut y avoir de transfert de prisonnier qu'après que le jugement eut été prononcé et la sentence imposée. Il faut alors poser la question : les cinq Américains et deux résidents aux États-Unis ont-ils été transférés prématurément ?

De toute évidence, les autorités américaines n'ont pas eu le comportement qu'on devrait espérer d'elles, dans la gestion de ce dossier. Un juriste qui requiert l'anonymat a fait savoir que les responsables américains, qui ont mené les négociations avec leurs collègues haïtiens, se sont mal comportés.

À la lumière de tous ces faits, il est plus que certain que Jovenel Moïse a commis l'ultime acte de trahison, ajouté à ses multiples violations des lois et de la Constitution du pays. Les quinze députés qui ont lancé le projet de sa mise en acquisition affichent, de manière non équivoque, leur sens du sentiment patriotique. Il faut souhaiter que la grande majorité des membres de la Chambre basse leur emboîte le pas. Autrement, les manifestations PetroCaribeChallenge, qui attirent des millions de personnes dans les rues de la capitale, des villes de province et des zones rurales du pays doivent se mobiliser, cette fois, pour empêcher de revenir dans leurs juridictions les députés qui refusent de voter pour que Jovenel Moïse soit mis en accusation par la Chambre des députés et destitué par le Sénat de la République.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Casavant
Montreal H1M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Bt Rt Appt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US. pour six (6) mois
90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US. pour six (6) mois
$140.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS. pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 11

EDITORIAL

After the act of betrayal, it is the moment to show the door to Jovenel Moïse

In our previous issue, we stated that Jovenel Moïse has done enough against the country to get rid of him. We even called on Parliament to carry out their constitutional duty in the matter. However, after he arranged to have foreign mercenaries come to Haiti with the aim of massacring the sons and daughters of Dessalines, the Head of State has gone beyond treason. Whatever accusations were leveled against him before pale in comparison to the latest act of hiring killers against his own people. We applaud those Deputies (Congresspeople) who have taken upon themselves to draft an indictment against Mr. Moïse and urge the majority of the members in the Lower House to follow suit. Otherwise, they risk finding themselves without their base in their respective jurisdictions.

The seven foreigners, including five American citizens and two of Serbian nationality, but green card holders in the United States, were able to leave Haiti hurriedly, thanks to the close collaboration between the American Embassy in Port-au-Prince and Haitian judicial authorities. So said Michele Sison, the U.S. ambassador in Haiti. The Haitian driver, guide or interpreter in their company, did not fare as well as they. He remained in jail until Monday when, following public clamor, he was released.

There is no doubt that the foreigners were illegally welcomed into the country at the invitation of the National Palace. The lack of an entry stamp in the passports speaks volume. Indeed, they were on “mission” having to do with assassination and destruction. How else to explain the war arsenal in their possession? They returned to their respective homes immediately after their landing in Miami on Wednesday, February 20. Reportedly, the American officials said no charges would be brought against them because no American law was violated. A Creole proverb — *“Se mèt kò ki veye kò”*—is applicable in this case. (“It’s up to the people concerned to defend their interests”.) In this particular case, American diplomats stationed in Haiti went the extra mile to get their citizens out of the country before the situation turned uglier, with revelations of the facts in a court of law.

When arrested by the Police, the “mercenaries” revealed they were *“on duty for the government”,* without indicating which government. Meanwhile, Jean Fritz Jean-Louis, a former cabinet Minister, said the men were *“on contract”* with the National Bank of Haiti, *Banque de la République d’Haïti* (BRH), but he did not know the nature of the contract. Interestingly, one of the vehicles in the possession of the men was registered in Jean-Louis’ name. Moreover, he accompanied them to the Police precinct and tried to have them released. To no avail! Another tidbit about Mr. Jean-Louis who asserted that this was not their first time in Haiti to attend to issues at the Central Bank. However, the Bank’s governor, Jean Baden Dubois, said he does not know the guys and they had never been hired by the BRH. No coordination in their lying campaign!

Undoubtedly, the men —five Americans and two foreign residents in the United States— entered Haiti clandestinely, based on an employment contract with Jovenel Moïse’s team, the nature and terms of such contract remaining a secret. For the record, we will point out that in the wake of major demonstrations last October 17, the Haitian officials got ready for other demonstrations that were announced for November 18, 2018. Indeed, foreigners wearing masks and wielding large-caliber weapons with telescopic lens were seen in action during the November demonstrations when several demonstrators were hit in the head from long distance. At that time, the foreign recruits, deployed in the capital of Port-au-Prince, were armed with powerful telescopic-guns revolvers with silencers, the types used by snipers. They also had other lethal devices, including drones, bullet-proof vests, pistols, satellite phones and knives. To great amazement, the Chief of the National Police had said the PNH does not possess such weapons, neither the vehicles used by those *“White men in hoods.”* As we already noted, during the November demonstrations, some young people was killed with bullets piercing their heads while no one nearby had any weapons. Worse yet, the Haitian authorities never launched an investigation to establish the origin of the shots or the perpetrators of those crimes.

For people who still doubt the affinities of the foreigners to individuals around Jovenel Moïse, one needs only remember how fiercely the president’s men lobbied the Police to release the foreigners. How do they explain that the two vehicles in their possession at the time of their arrest belong to Magalie Habitant, closely allied to the president, and to Jean Fritz Jean-Louis? The latter was the campaign director for Jovenel Moïse, former director of the National State Lottery and former minister delegated to the Prime Minister’s office. The two vehicles, a Toyota Prado and a double-cabin Ford truck, had been purchased in cash at the Berhmann dealership in Port-au-Prince by Mrs. Habitant.

Unaware of when and how those foreigners entered Haiti, whether by air or land, and for what purpose, Prime Minister Jean Henry Céant argued that their mission was to assassinate him, as well as other political and governmental figures. In any case, the weapons at their disposal indicate that they were on an assassination mission. Definitely not against Jovenel Moïse and his people. Otherwise, those men connected to the presidency would not have fought so hard for their release. Notwithstanding all the efforts made by the government to keep the planned operation as a great secret, we are convinced that Jovenel Moïse committed the ultimate act of treason against his own country. He joined forces with some Americans to humiliate the Haitian people.

By orchestrating this macabre game, Mr. Moïse and his team have allowed a crack to be inflicted on the armor of Haitian Justice. Thus, we should look at things from a different perspective. The United States, a country reputed to be flawless as far as justice is concerned, has joined forces with a regime known for subjugating justice. Consider that American justice is currently prosecuting Haitians, one of whom has already been found guilty and another about to be tried, for illegally exporting weapons to Haiti! Now it would appear that the U.S. is complicit in the case of men having imported illicit weapons to Haiti. For, the weapons found in the possession of the seven men are prohibited from export to Haiti.

In this respect, the former Director General of the HNP, Godson Orélus, jailed in Saint Marc, and those accused along with him are victims of blatant injustice. Because, under pressure from the American justice system, they are being held in preventive detention, accused of having been involved in the illegal import of weapons from the United States to Saint-Marc, Haiti.

Following the serious incident of February 17 in Port-au-Prince, the Americans should not have the nerve to seek the cooperation of Haitians and the Haitian judicial system, particularly in the fight against illegal drug and arms trafficking. Really, the United States is setting a bad precedent if the American authorities fail to publicly decry what happened in Port-au-Prince and apply appropriate punishment to the *“Bald-Headed”* regime. Additionally, the American citizens involved in committing alleged crimes in a foreign country should be called to account for their misdeeds. Otherwise, there is going to be free rein in hiring American mercenaries to assassinate citizens and/or destabilize governments in the Western Hemisphere.

Undeniably, there was a transfer of prisoners in the case of the seven foreigners caught flagrantly in Haiti. Under U.S. law, this stage can only be reached after the U.S. consular officer has determined, with irrefutable evidence, that the persons in detention are U.S. citizens. Secondly, there can be no transfer of prisoners until after the judgment has been pronounced and the sentence imposed. Obviously, the transfer of the five Americans and the two U.S. residents was definitely premature.

Clearly, in handling this matter, the American authorities have behaved in a manner unexpected of a country where the rule of law is preeminent. A reputable lawyer, requesting anonymity, asserts that the American officials who conducted the negotiations with their Haitian counterparts behaved badly indeed!

In the light of all these facts, it is more than certain that, on top of his multiple violations of the country’s laws and the Constitution, Jovenel Moïse just committed the ultimate act of treason. The fifteen Deputies who launched the project of indicting the president are acting patriotically. I hope that the majority of the members of the Lower House will follow suit. Otherwise, the PetroCaribe-Challenge demonstrations, that have attracted millions of people to the streets of the capital and in other cities, as well as in rural areas of the country, must keep the mobilization, this time even against their representatives in Parliament who may be barred to return to their respective jurisdictions. It is time for the Lower House to move on with the indictment of Jovenel Moïse and for the Senate to destitute him.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom ____
Company/Compagnie ____
Address/Adresse ____
City/ville ____ State/État ____
Zip Code/Code Régional ____ Country/Pays ____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 12

Le président JoJo sous le microscope de La Fontaine (Troisième partie)

Par Eddy Cavé

Dans l'atmosphère tragicomique des délibérations des *Animaux malades de la peste*, Jojo écartait du revers de la main les moindres suggestions venant du camp des modérés. Seuls les va-t-en-guerre regroupés derrière Dirèk *Rudy*, *Ti Prezidan Renal* et *Zefi* avaient la cote d'amour dans la cellule de choc. Le slogan lancé l'été dernier par le cinéaste Gilbert Mirambeau ***Kot Kòb Petro-Karibe a ?*** est de nouveau sur toutes les lèvres. D'où la cessation d'audience au cours de laquelle l'ami Jojo, métamorphosé en chat, avait gobé des dizaines de souris. Comme dans l'envoutante méringue *Batèm Rat* !

Les animaux malades de la peste.

crise du Palais. En effet, Jojo était, comme eux, convaincu que les mourants n'auraient jamais l'audace ni l'énergie nécessaires pour se rebeller. Et encore moins les alliés nécessaires pour gagner la lutte. Aussi pensait-il continuer à les amadouer avec des confessions pathétiques et quelques promesses mirobolantes du genre ***Elektrisite 24 sou 24***.

Les animaux malades de la peste

Le pot de terre et le pot de fer.

Mais voici que soudain on apprend qu'un charlatan et amateur d'aphrodisiaques a composé une potion miraculeuse qui revitalise les plus amorphes. Vrai ou faux, le bruit court que cette trouvaille fait tant de merveilles que des milliers de mécontents, réunis sous l'appellation de *PetroChallengers*, préparent un soulèvement qui a toutes les chances de réussir. La perspective de la levée de boucliers promise pour la date anniversaire du 7 février, que personne ne prenait plus au sérieux dans l'entourage de Monsieur Point Barre, provoque une redoutable onde de

Le pot de terre et le pot de fer

Le festin aux-souris terminé, c'est un Jojo repus, confiant et de nouveau aguerri qui retourne à l'assemblée des mourants réunis en conclave. Tandis que le tonnerre gronde sur Port-au-Prince, que des barricades se dressent partout et que le pays se transforme en un vaste champ de bataille, un des courtisans lui chuchote à l'oreille que le véritable ennemi n'est pas dans la rue, mais dans son propre sein : son PM Jean-Qui-Rit ! : « *Si ce n'est que cela, rétorque Jojo, en caressant fiévreusement son crâne PHTK, la partie est déjà gagnée. Je vais en faire une bouchée. Fè m konfyans ! Vous connaissez la fable du Pot de fer et du Pot de terre ? … Non* ? »

Fasciné par cette idée géniale, Jojo se met à lire les premiers vers de la fable pour le bataillon de conseillers suspendus à ses lèvres :

Le Pot de fer proposa
Au pot de terre un voyage.
Celui-ci s'en excusa,
Disant qu'il ne serait que sage
De garder le coin du feu,
Car il lui fallait si peu.

La comparaison était on ne peut plus claire entre ce notaire, même riche et célèbre, récemment admis dans le cercle retreint du pouvoir, et le tout puissant locataire du Palais national. Devant les réticences de Pot de terre à s'engager dans cette aventure, Pot de fer précise :

Je vous mettrai à couvert…
Si quelque matière dure
Vous menace d'aventure.
Entre deux je passerai,
Et du coup vous sauverai… »

Superbe, s'écrie Richard à la bague dorée ! « *Ainsi dit le renard, et flatteurs d'applaudir* ».
On connaît la suite de la fable :
Le Pot de terre… n'eut pas fait cent pas
Que par son compagnon il fut mis en éclats,
Sans qu'il eût lieu de se plaindre.
ur le terrain, toutefois, les choses allaient être moins faciles pour les stratèges du Palais. Pot de terre se révélera un partenaire beaucoup moins fragile que le pensaient Jojo et son entourage en se basant sur ses problèmes de tension artérielle. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'issue de la lutte féroce que les deux partenaires se livrent à visière levée est encore très incertaine. Et, selon toutes les apparences, Pot de terre a encore diverses cartes dans ses manches. Les appels réitérés à sa démission, les menaces du Palais et autres tentatives d'intimidation sont restés lettre morte. Pendant qu'il avale des couleuvres, il fragilise une présidence qui a fait la preuve de son incompétence et en qui personne ne croit plus.

Retour aux animaux malades de la peste

Ragaillardis par la magie du slogan ***Kot kòb PetroKaribe a ?***, les mourants ont retrouvé de nouvelles raisons de gagner les rues pour revendiquer leurs droits à la vie, à l'éducation, à la santé. Finis les palabres, les confessions pathétiques et les crocs-en-jambe. À la poubelle le scénario d'une tragicomédie qui se terminerait par l'absolution des péchés des grands et le sacrifice d'un bouc émissaire. Depuis une semaine, le pays est paralysé et se retrouve au bord de l'insurrection. Les violations des consulats d'Italie et du Pérou, les défilés de bandits notoires lourdement armés, les départs massifs de grosses légumes accompagnées de leurs familles, les discours et messages de plus en plus violents que répercutent les stations de radio sont les meilleurs indices des dangers qui guettent ce régime fissuré de toutes parts.

Gilets jaunes arborant le slogan de l'heure

Ainsi, la crise fait rage depuis une semaine : scènes continuelles de violence ponctuées de rafales d'armes automatiques; interventions musclées des forces de l'ordre; incendies de voitures; pillage de maisons de commerce. Bref, paralysie non seulement de la capitale, mais de la plus grande partie du pays. Manifestement, le gouvernement a perdu le monopole du contrôle de la violence légitime et ne survit qu'à la faveur de la division des forces

Une belette qui s'empare du refuge d'un jeune lapin.

de l'opposition. La plus récente occasion perdue a été le discours belliqueux prononcé par Jojo le jeudi 14 février, et qui pourrait passer à la postérité comme son chant du cygne. Une catastrophe ! Le temps semble venu pour le célébrant de l'office des mourants de dire aux fidèles agenouillés à ses pieds : « *Allez, la messe est dite !* »

Gilets jaunes arborant le slogan de l'Heure.

EN GUISE D'ÉPILOGUE, Le chat, la belette et le petit lapin

En dépit de certaines rumeurs d'appui inconditionnel qui lui viennent de l'étranger, Jojo semble, lui aussi, de moins en moins sûr de ses chances de succès**.** En feuilletant le livre complet des Fables, qu'il s'apprête à fermer, il jette un dernier coup d'œil sur un titre qui l'accroche : Le chat, la belette et le petit lapin. Il y trouve les divers éléments de sa propre aventure et fond en larmes à la pensée que ce hasard pourrait bien avoir valeur de prémonition. C'est l'histoire d'une belette qui s'empare du refuge d'un jeune lapin et engage avec lui un interminable débat sur la propriété des lieux. De guerre lasse, les deux parties s'en remettent à la sagesse d'un arbitre, le juge Raminagrobis,

« *Un saint homme de chat,*
Bien fourré, gros et gras
Arbitre expert sur tous les cas ».

Prétextant une surdité due à son âge, le rusé matois leur demande de s'approcher le plus possible de lui pour lui permettre de mieux entendre. Pendant que les plaideurs s'exécutent, Raminagrobis se jette sur eux et les avale sans pitié.
« *Bien compté, mal calculé* » dit un vieux dicton haïtien. C'est aussi le titre d'un des vieux succès du roi Coupé Cloué qui pourrait bien retrouver sa place au palmarès d'Haïti si le roi Jojo perdait son trône. S'il prenait une décision irréfléchie en écoutant ses courtisans, en multipliant ses faux-pas et en se faisant gober par un nouveau Raminagrobis. Dans l'intervalle, la promenade de Pot-de-fer et de Pot-de-terre se poursuit, comme dans *Le Coche et la Mouche*,
« *Dans un chemin montant, sablonneux, malaisé*
Et de tous les côtés au soleil exposé… »

eddycave@hotmail.com
Ottawa, le mercredi 15 février 2019

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable.
Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 13

Kreyòl

Soti nan paj 6

tiennes ». Kivedi, tout bagay te fèt « *ann akò avèk otorite Ayiti yo*». Men kilès nan otorite yo ? Mezanmi, sa lèd anpil. Otorite Ayiti ranje pou tèroris vin krabinen pèp la. Lè sa pase mal, yo ranje pou tèroris tounen al jwenn chèf yo Ozeta-Zini. Epi se tou nòmal pou otorite nan peyi bò isit di yo p ap jije mesye yo. Mesye yo te an misyon.

Men gen otorite ann Ayiti ki di sa pa ka pase konsa. Vwala ke Konsèy siperyè Polis jistis la *(Conseil supérieur de la Police judiciaire* — CSPJ) di kesyon voye mesye yo ale a se youn bagay « *ilegal e abitrè* ». Fò n konnen ke CSPJ a se pi gwo otorite nan kesyon Lapolis ak Jistis. Pa egzanp, Lapolis gen minis Lajistis sou tèt li, men sou kesyon ki gen pou wè ak Lapolis, CSPJ a piwo pase minis Lajistis. Kivedi, sa l di gen anpil enpòtans. E kilès ki prezidan CSPJ a ? Jij Rene Silvès (René Sylvestre) ki anmenm tan Jij Kou de kasasyon, sa k rele « *Kou Siprèm* » Ozeta-Zini. Li piwo pase tout lòt tribinal yo. Epi se tou lòt jou, nan dat premye fevriye, prezidan Moyiz te nonmen msye pou ranplase Jij Jil Kantav (Jules Cantave). Enben se pa ni 2 ni 3 pawòl CSPJ a di sou kesyon voye mesye yo al Eta-Zini san yo pa pase deval Lajistis ann Ayiti.

M ap bay li an franse jan nou te li sa k te gen dat 21 fevriye sou li a, sètadi le landmen apre mesye mèsenè-tèroris yo te pati a. Men li : « *Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire fait le constat avec stupéfaction et amertume que la plupart des présumés délinquants, de nationalité étrangère, arrêtés en flagrant délit dans l'après-midi du dimanche 17 février 2019, munis d'armes de guerre et de munitions de toutes sortes sur le sol national dans ce contexte particulier, ont laissé le pays trois jours plus tard, soit le mercredi 20 février de la même année, au mépris de la Constitution et des lois de la République* ».

Epi, CSPJ a mansyonnen atik lwa 13 novanm 2007 ki otorize l pran sèten desizyon. Baze sou tout règleman nan lwa sa a, CSPJ a mande minis Ali pou l ba yo esplikasyon sou kijan bagay sa a pase jan l pase a. Se « *youn sitiyasyon malouk ki soti pou kraze fondasyon youn Leta ki baze sou lalwa ak demokrasi* ».

An palan de sa, nan menm dat 21 fevriye a, Premye minis Seyan ekri minis Lajistis la youn lèt tou pou mande l esplikasyon sou sa k pase a. Ban m ban nou youn ti moso : « *C'est avec beaucoup de stupéfaction que j'ai appris que vous avec autorisé la relaxation suivie de transfert vers les Ētats-Unis de sept (7) des huit (8) individus appréhendes pa la Police National d'Haïti (PNH) le dimanche 17 février 2019* ».

Se poutèt sa Premye minis la, ki se chèf « *Konsèy siperyè Polis nasyonal la* » (CSPN) mande minis Jistis la pou l bay tout detay epi nan ki sikonstans li otorize mesye yo pati. Men sa l di : « *Vu que les armes trouvées en possession de ces individus, dans les conditions que l'on sait, portent un grave préjudice à la sécurité nationale, . . . je vous exhorte de me faire parvenir diligemment le rapport détaillé de toutes les étapes et de tous les documents administratifs assortis des références légales qui vous auraient habilité à prendre une telle décision* ».

Enben n ap founi je gade kijan minis Ali pral debouye l pou l bay CSPJ ak CSPN satisfaksyon. Si l pa bay esplikasyon jan yo mande l la, èske li pral di pou kisa ? Se sèl fason nou pral konnen degre malveyans otorite lakay, sitou prezidan Moyiz, ki sèvi ak pouvwa li genyen an pou kraze brize san pèsonn pa di yo anyen. Yo gen gwo Blan ki kore bannann yo, pandan y ap imilye Ayiti.

Annou fè bak sou 6 desanm 1897 lè Blan alman te fè prezidan Tirezyas (Tirésias) Simon Sam monte drapo blan sou ma drapo Palè a, tire 21 kout kanno pou salye bato d gè alman ki te nan rad la, prèt pou bonbade Pòtoprens. epi tou prezidan an te aksepte pou peye *Emile Luders* 20 mil dola dedomajman. Se te youn sitwayen alman ke Lapolis te mete nan prizon pou kòz youn gason lakou lakay li ki te vòlè e pou jan l te kalote youn polisye ! Men sa se youn lòt istwa nou ka tounen sou li youn lòt lè.

Antouka, gwo chèf ann Ayiti pa janm aprann. Se sa k fè y ap kontinye fè menm erè ki fè Blan vin mete yo ajenou. Sa k pi rèd la, se avèk konplisite prezidan peyi a menm. Nou tonbe ba anpil anpil ! Apre avilisman prezidan Sam te pran nan zafè *Luders* la, li te pèdi tout prestij li. Li te oblije demisyonnem, menm nan ta. Kanmenm, li pa t fin fè manda 6 zan l lan. Se pou mèt pawòl ranmase pawòl li.

GRENN PWONMENNEN
27 fevriye 2019

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Peur sur Ville-Bonheur quand Kim force le géant à s'agenouiller au Vietnam

Par Dan Albertini

Entre (). Le printemps de Paris s'en vient-il quand en Tunisie le monde a oublié la chasse à Ben Ali, là où Paris interdit courait au pas de charge pour alimenter les manifs, fragiliser le royaume de Ben ? Paris camoufla l'insécurité galopante depuis Chirac-2003. Elle transféra le poids de ses insatisfactions locales et le pigmenta à l'arôme de Tunis. Ben tomba malgré les nouveaux euros qu'il venait d'investir dans ces mercenaires africains, d'ONG dite internationale, hébergée au UN à Genève. C'est la mode de Paris c'est le Printemps de Paris, Aznavour n'est plus pour nous amadouer avec ces rimes tellement amusantes et culturelles, fermons-les ().

Quand Gilbert Lasnier, officier aéronautique GIS de l'Air Navigation Bureau de l'OACI m'a remis la clé USB contenant tous les résultats de la simulation de ce qu'il appelait ‹‹ *le nouveau great circle* › ›, il ignorait que le scandale allait pénétrer les murs de l'organisation subsidiaire de l'ONU au plus profond. Il me demanda alors de détruire tout le contenu, avant de partir en vacances de fin d'année. GL avait disait-il, reçu l'impératif de tout détruire sur ses serveurs afin de faire disparaître l'instrument de la colère de Kim de la Corée du Nord, mais surtout de la peur de la Corée du Sud accusée de comploter avec l'OACI pour faire mal paraître Kim surnommé ‹‹ *le rocket man* › ›. *C'est à la même époque que j'ai rencontré le lieutenant-colonel Justin Niederer à l'OACI, que j'ai alors surnommé le GI des hurricanes*.

La série d'articles publiés avait secoué les murs de cet édifice pourtant à l'épreuve de séisme, mais qui trahissait une peur. Laquelle ?

J'ai évidemment suggéré certaines données à Gilbert Lasnier, mais mon objectif était de mieux discerner la problématique des circuits de Boeing, d'Embraer, et d'Airbus par rapport la C Series de Bombardier qui a été vendue à celui-ci afin de décolérer Boeing et les Américains partis en guerre de subventions. Gilbert Lasnier n'aimait probablement pas la Corée du Nord, la plupart des autres Etats membres non plus, raison pour laquelle il s'investissait dans les calculs et données qui révélèrent que le potentiel rocket de Kim si elle visait New York, serait probablement abattu par l'armée américaine, mais au-dessus de l'Ontario et de toute évidence sur Ottawa et sur plusieurs de ses sites nucléaires que démontrait la simulation de Gilbert Lasnier. La peur régnait partout même chez Kim, car Trump tel qu'on le connait aujourd'hui, comme une boite de risques non calculés, et jurait de faire couler Pyongyang. Autre évidence, la Chine, le Japon lui-même et la Corée du Sud auraient été à risque aussi. C'était donc inacceptable, car le caractère dit-on belliqueux de Kim laissait présager une série de kamikazes tels autrefois avec le Japon contre Pearl Harbor. La diplomatie bilatérale canado-américaine s'est activée pour faire désamorcer Kim. Ce serait de toute évidence la première rencontre de Trump-Kim, l'an dernier. Trump, les US en fait le savent, ils n'en auraient rien, d'ailleurs Kim est une monnaie d'échange avec la Chine qui ne nie plus 2049. Entre temps le scandale m'a pénalisé une seconde fois dans l'objet du renouvellement de mon accréditation à titre de journaliste à L'OACI.

C'est donc cet homme, Trump, *cette peur*, qui rencontre une fois de plus Kim au Vietnam, ce sans objectif sinon de le calmer en l'approchant avec de vieilles formules datant de la chute du bloc de l'Est. Évidemment que j'ai écrit qu'il fallait neutraliser Kim, car je vis au Canada.

Cependant, cela se passe au moment même où le vice-président Mike Pence a pris la relève de du président en contravention avec le Congrès majoritairement D, surveillant rigoureusement les intérêts des Américains contre les folies du président en fonction. C'est donc pour cela que je me pose la question à savoir, quand le président veut s'enfermer à l'intérieur de murs inutiles, si ce n'est pas la peur qui tourne au ridicule quand on se sent dans un empire démodé, encerclé par des acteurs économiques que l'on souhaitait pour se mesurer en intelligence, mais que l'on s'abaisse à les suspecter de mauvaises intentions, c'est que le *Ritalin* aura fait son effet. D'où la question reformulée recentrée ainsi : **Maduro rira-t-il d'envoi d'Américain là-bas quand la PNH en a désarmé en Haïti ?**

Il y a de cela près d'un mois que je traitais du sujet de Kagamé en Afrique, et, en Haïti, diplomatiquement par le bras des UN. Une armée en exercice et des policiers en sus. Il peut disposer d'effectifs tout en garantissant la sécurité intérieure du Rwanda. Le cas de terroristes américains russes, et serbes mis en détention en Haïti, vient d'émousser la presse à travers le monde, elle en a fait le relais, mais sans s'en rendre compte d'un fait en apparence banal, mais qui revêt toute son importance. Une unité de patrouille alertée, en Haïti, a mis en échec des gens réputés lourdement armés dans une opération qui semblait louche. Ils ont été arrêtés et maitrisés malgré les craintes et les émotions leur prêtant un caractère exercé et dangereux. Mais non, la PNH les a bel et bien maitrisés. Ils ont en fin de compte quitté le pays à bord d'un vol régulier de la AA, vers Miami. La rumeur veut qu'ils aient été menottés à leur arrivée par l'US Marshall. Vers où: silence d'omerta. En outre, la preuve est faite désormais, si Caracas est mieux entrainé que Port-au-Prince, la surprise, la même surprise attend les délinquants de Trump envoyés pour Guaido. Imaginons une armée chinoise ou russe, ou même allemande. Mieux encore, Nord-Coréenne. Trump n'est en fait pas à la hauteur.

Si l'on interroge l'ancien DG de la PNH, en l'occurrence Mario Andrésol (*denzel*). Trouvera-t-on probablement *une sueur politique* à sa réponse puisqu'il doit se ménager entre la chèvre et le chou, c'est-à-dire, critique politique malheureux d'ancien candidat à la présidence tel son *indic* dans les colonnes d'H-O 20/02/2019, et en ancien GD de la PNH d'origine militaire, parti déçu d'incapacité, *peu importe, dira-t-il si ses amis l'accueillent*. En outre, ses lignes dévoilent malgré lui un génie organisationnel dont la formation permet de répondre tacitement à des terroristes étrangers sur un sol comme Haïti. Le *support* offert par plus d'un ancien *chef* ou *marine* d'origine haïtienne vivant aux US, à la PNH, est tout simplement du marketing de la peur pour le local et de la gloire pour l'exo. Le DG Gédéon aurait de quoi se rendre fier de son institution administrée et formée pour faire face aux défis, à la hauteur de spécialistes haïtiens de tout genre évoluant dans tous les domaines d'expertise à l'étranger, pour d'autres Etats souverains (*Savannah, Bagdad, Kaboul*). Ici les étrangers été neutralisés.

La question est simple dans le cadre de cet événement local. Le traitement de chez la quasi-totalité de commentateurs (radio ou télévision locale), ne négligeons le facteur : qui a peur ?

Quand les ondes haïtiennes accusent l'endogène de fuite, le sergent Vickers (GRC), qui avait stoppé le *fou* au Parlement tandis que la meute (*sécurité*) s'énervait sur une prétendue attaque jihadiste, a été médaillé honoré et fait ambassadeur en Irlande. Les 3 militaires (us) qui ont stoppé le terroriste dans le Thalys Paris-Amsterdam ont été décorés reçus français. Cette patrouille haïtienne de la PNH mérite-t-elle une médaille de la BRH d'abord, de la PNH ensuite, de l'Etat haïtien qui a offert la Grande Croix *plaquée or*, dans le temps à Clinton ? La PNH passera-t-elle sous silence ? L'ONU verra autrement ses porteurs de choléra en Haïti ?

Si le président Maduro *gardien légal constitutionnel,* la police vénézuélienne et même l'armée *bolivarienne* puisque c'est un acte commandité pour invasion étrangère sur le sol national vénézuélien, ne font pas arrêter Guaido soit pour crime contre l'État soit, pour crime contre la nation, même voie que se réclame d'accueillir le président Trump sur la frontière mexicaine par ses accusations d'intrus, d'exo criminels, la responsabilité de ce mal leur reviendra pour lâcheté et abandon de pouvoir. Maduro par ses pairs et par la coopération militaire doit agir.

Peur sur Ville-Bonheur, Donald J Trump est dans tous les sens, le menteur à genoux !

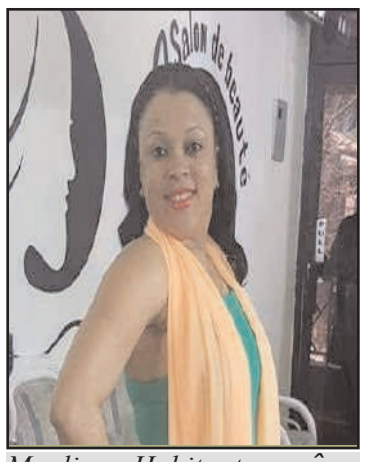
Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 14

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 15

Jovenel Moïse fait éclater ses contradictions

Suite de la page

revendications véhiculés dans la rue, il s'en est plutôt pris à ses détracteurs de manière la plus grotesque. De l'avis de presque tous, il a fait éclater au grand jour les contradictions qui l'ont poursuivies, dont certaines même avant sa prestation de serment, le 7 février 2017.



Maglie Habitant, même itineraire que Jovenel Moïse.

Dans son discours transmis en différé par la Télévision nationale, le 14 février, jour des amoureux, les propositions qu'il a avancées ne visent qu'à préserver son quinquennat, contre vents et marrées. Aussi, s'en est-il pris à partie aux citoyennes et citoyens manifestant pacifiquement dans les rues pour exiger, non seulement sa démission, dans l'immédiat, mais aussi celle du Premier ministre Jean Henry Céant, accusé aussi de participer au pillage du Fonds PetroCaribe. Aussi bien que les deux Chambres législatives, dont une majorité a facilité de telles opérations, car ayant, à leur tour, bénéficié du partage du butin.

Après une semaine de silence, face à des manifestations plurielles assorties de barricades enflammées, dans les rues de la capitale et des villes de province fermant le pays tout entier au trafic urbain, interurbain et interdépartemental, et dont certaines gens se sont livrés à des actes de destruction et de pillage, pour exiger le départ du président Moïse, ce dernier a fini par rompre le silence. Mais loin d'adopter une attitude conciliante, vu la radicalisation justifiée de la position de la quasi-totalité de la nation, le discours de Jovenel Moïse prend l'allure d'une déclaration de guerre, voire de menaces, à peine voilées, contre les manifestants. D'ordinaire, des membres de la PNH déployés pour réprimer les manifestants font usage de gaz lacrymogènes à profusion, de la bastonnade ou encore de balles réelles. Dans la mesure oa PNH obéit à la lettre aux consignes du pouvoir à l'égard des manifestations, il faut croire que les policiers sévissent sans modération contre les protestataires.

De tout ce qu'a dit le chef de l'État dans son discours, tout le monde semble retenir la partie dans laquelle il dit clairement qu'il n'entend pas « *démissionner* », car, dit-il, il n'a aucune intention de laisser le pouvoir entre les mains «*des bandits et des dealers de drogue* ». En cela, il se trompe de cibles puisqu'il entretient des relations privilégiées avec ces mêmes catégories sociales.

Allié des bandits régnant en maîtres dans les bidonvilles

Il est de notoriété publique que le gouvernement Tèt Kale et ses alliés au Parlement passent pour être les protecteurs des bandits qui font la loi dans les bidonvilles, notamment ceux des quartiers défavorisés de la capitale. Car ces criminels dépendent d'eux pour avoir accès à des armes de gros calibres et à s'approvisionner en munitions, en sus de bénéficier de fonds qu'ils pourvoient en vue de financer leurs activités et de mener régulièrement leurs vies.

En effet, les autorités au pouvoir dressent un chef de gang contre son rival, dans le cadre des vengeances menées contre ceux qu'ils assimilent à des ennemis politique. Le cas le plus fragrant est celui de La Saline, désormais connu sous le vocable « *massacre d'Etat* », au cours duquel plus de 70 personnes ont été tuées, dont des hommes, des femmes et même des enfants à bas âge.

Cet événement macabre, dont le bidonville La Saline de la capitale fut le théâtre, a fait l'objet de deux rapports dressés tour à tour par les organisations de défense des droits humains, « *Fondasyon je klere*» (FJK) et « Réseau national de défense des droits des Haïtiens » (RNDDH), et a été largement rapporté et commenté par des organes de presse haïtiens, tant en Haïti qu'en diaspora, en sus d'attirer l'attention de la presse internationale. L'incident n'a pas laissé les Nations Unies indifférentes, car l'organisme international croit que l'affaire mérite une enquête internationale. Toutefois, après tout le tollé déclenché par cette tuerie, en Haïti et à l'étranger, les autorités haïtiennes l'ont ignorée souverainement. A ce jour, aucune enquête n'a été diligentée par aucune instance gouvernementale, en vue d'établir les responsabilités. Selon toute vraisemblance, connaissant déjà l'identité des auteurs de ces crimes, l'administration Moïse-Céant ne se sent pas obligée de faire le jour sur la situation.

La tuerie de La Saline s'inscrit dans le même contexte que le massacre exécuté par des policiers aux prises avec des gangs de la région de Gran Ravine. Au cours de cet affrontement, survenu en 2017, plusieurs innocents avaient perdu la vie. Ce qui a porté Suzan Page, l'ex-représentante personnelle du secrétaire général des Nations Unies en Haïti, à exhorter les autorités à confier ce dossier à un juge d'instruction pour les suites que de droit. Mais, non seulement le régime Moïse-Lafontant a passé outre à la recommandation de Mme Page, il a gardé ce grave incident sous silence totale. A l'instar de la disparation du journaliste photographe Vladimir Legagner, survenue en avril 2018, également à Gran Ravine. L'enquête, que la Police nationale dit avoir ouverte sur le cas de ce journaliste, n'a jamais abouti nulle part. On eut dit une formalité annoncée pour apaiser les critiques. Après bientôt un an que M. Legagneur est porté disparu, le pouvoir ne se sent pas obligé d'émettre un communiqué pour démontrer qu'un tel cas lui tient à cœur. L'attitude de la Police à l'égard de cette affaire — et de mille autres du même genre — est symptomatique de la nonchalance, voire de l'indifférence, qui caractérise la politique de l'équipe au pouvoir à l'égard des victimes de crimes et leurs familles.

Des contradictions partout

C'est un constat général : dans le domaine de la sécurité des populations, surtout en ce qui concerne celles des quartiers défavorisés de la capitale, Jovenel Moïse et ses alliés du pouvoir se liguent avec les bandits armés pour assassiner ses ennemis politiques, des journalistes indépendants ou encore leurs critiques. Tout en tenant un discours pro-démocratie pour la consommation étrangère, dressant un profil de chef d'État responsable, pour tenter d'épater

La première dame d'Haïti Martine Moïse, âme damnee de Magalie Habitant.

les diplomates basés en Haïti, il ne peut, en même temps, s'empêcher d'exposer les contradictions de sa politique. Car celles-ci sont partout où M. Moïse exerce son pouvoir.

En effet, dans la mesure où, d'une manière générale, la contradiction représente la relation existant entre deux propositions qui affirment et nient la même situation, le même fait, toutes les politiques de Nèg Bannann nan entraînent des effets contraires, scellant inéluctablement l'échec des deux premières années de son quinquennat. Aussi les initiatives qu'il a lancées ont-elles, l'une après l'autre, fait naufrage piteusement, car conçues par des amateurs sans boussole et pilotées par des pseudo-techniciens incompétents et sans inspiration. Sans oublier qu'avant de tout mettre en œuvre, la garantie des voies et moyens est une étape incontournable.

Par exemple, la « *Caravane de développement* », gros projet lancé par Jovenel Moïse, a tourné court sans susciter aucun espoir de la relancer, faisant évanouir l'espoir de créer les emplois annoncés et les travaux planifiés. L'inconvénient de cette initiative, au départ sans lendemain, s'explique par le fait que, privée de fonds pour financer la Caravane, l'administration Moïse-Lafontant a rogné illégalement sur le budget national, créant ainsi un manque à gagner dont la répercussion est universellement ressentie sur les institutions publiques, une autre cause de la dégringolade de la gourde et des augmentations des prix des produits de première nécessité.

Le Fonds PetroCaribe n'étant plus disponible pour servir de tirelire de l'équipe au pouvoir, sous la dictée de Jovenel Moïse, celle-ci s'est rabattue sur la caisse de l'Office national d'assurance vieillesse (ONA). Le directeur de cette institution, Phanord Pierre, a déclaré ayoir été instruit par le chef de l'État d'octroyer des prêts à des taux d'intérêt extrêmement bas à des membres de l'Exécutif et à des parlementaires, ainsi qu'à la première dame, Martine Moïse et à d'autres proches de la présidence. A ce rythme, le fonds de réserve de l'ONA s'est vu séparer de plusieurs milliards de gourdes, mettant en péril la prestation des retraités qui ont travaillé durement pour assurer leurs vieux jours. De fait, on apprend que l'institution doit plusieurs mois de paiements aux retraités, ces derniers temps. Une autre contradiction de la politique de Jovenel Moïse.

Les promesses non tenues à répétition

C'est le propre des gouvernements, à quelque pays où ils appartiennent, de faire des promesses. Mais l'homme d'État qui se respecte ne fait pas de promesses en l'air, sans savoir comment les réaliser. Mais Jovenel Moïse ne s'embarrasse point de tels scrupules. Il prend des engagements au rythme de son humeur et les oublie dans la pratique comme sa dernière casaque. Il semble croire qu'il peut tout réaliser, rien qu'à y penser ou à les énoncer.

En effet, voici bientôt deux ans depuis qu'il a fait la promesse de fournir l'électricité 24 heures sur 24 à toute la République, les abonnés voient leur rationnement du courant électrique augmenter d'une manière drastique. Ces derniers mois, l'obscurité s'est installée quasiment en permanence même à la capitale.

De toute évidence, la promesse du courant électrique partout et sans arrêt tarde à se concrétiser. Après l'ouverture des chantiers aux Irois, dans le département de la Grand'Anse, les travaux se sont arrêtés, plus de financement pour faire aboutir le projet jusqu'à sa conclusion logique. C'était alors qu'il est venu à M. Moïse l'idée d'approcher Taïwan pour trouver les fonds nécessaires pour concrétiser le projet.

Liés à la République de Taïwan par un contrat de financement de l'électricité 24 heures sur 24, dont les termes ne sont pas connus des citoyens, Jovenel Moïse et son équipe ne peuvent dire à quel moment l'électricité promise sera disponible à la clientèle. Les techniciens taïwanais déployés sur le terrain ont arrêté les travaux. Un communiqué du ministère des Affaires étrangères de Taïwan a indiqué que la décision a été prise en raison des agitations socio-économiques qui sévissent dans le pays depuis quelques semaines. Il faut reconnaître que le président haïtien ne contrôle pas la réalisation de ce projet. Cela veut dire qu'il ne peut prévoir, lui-même et ses hommes, quand le slogan vide « *électricité 24 heures sur 24 à travers la république* » deviendra réalité. Autre contradiction de Nèg Bannann nan.

On se souvient aussi, d'heureuse mémoire, quand Jovenel Moïse faisait une visite dans le nord du pays et qu'il a fait des promesses de bourses d'études au bacheliers finissant. On n'entend plus parler de cette initiative, qui avait été lancée à brûle-pourpoint. Si les parents et les élèves avaient ajouté foi à de telles promesses, il y a de fortes chances « *y ap tounen pwa tann* ».

Étroitement lié au monde interlope

Peu connu dans les milieux politiques et des affaires, à Port-au-Prince, Jovenel Moïse, pressenti pour succéder à Michel Martelly, à la présidence, a été introduit par ce dernier comme un hommes d'affaires et un industriel remarquable. Alors qu'il allait utiliser les fonds de l'État tiré du compte PetroCaribe et par le biais du Fonds d'assistance économique et social (FAES) pour faire de lui ce qu'il n'était vraiment pas. Ayant trouvé en Jovenel Moïse son alter ego, pour plusieurs raisons, mais surtout à cause de son implication dans les activités illicites, Martelly avait jeté son dévolu sur lui.

En effet, créateur d'un dépanneur dans son patelin, il devait s'approvisionner auprès d'autres entreprises ayant eu pignon sur rue, comme, par exemple, la distillerie d'eau «*Couligan* ». En guise du premier paiement pour le stock d'eau reçu, le futur président d'Haïti expédia un chèque sans provision à Couligan.

D'autre part, d'aucuns se demandent pourquoi le couple présidentiel est si attaché à Magalie Habitant, qui lui voue, en retour, une solidarité à nulle autre pareille. Une enquête menée par *H-O* a permis de savoir que Jovenel Moïse entretenait des relations privilégiées avec Magalie Habitant, la trafiquante de drogue de Port-de-Paix. Le nom de Mme Habitant était cité à la perquisition qu'avait menée le commissaire du gouvernement de Port-de-Paix, dans une maison où se trouvaient entreposés des caisses et des tonneaux remplis de billets verts. A Port-de-Paix, M. Moïse et Mme Habitant ont la réputation d'avoir appartenu au « *club* » des trafiquants. Il semble que, grâce aux millions retirés de telles activités, Magalie Habitant figure parmi les personnes les plus riches d'Haïti qui ne possèdent pas d'usine, ni une grosse entreprise ou qui n'appartiennent au monde des industriels.

On ne doit pas oublier non plus que Jovenel Moïse était un associé du trafiquant de drogue bien connu Evinx Daniel, avant d'être découvert par Michel Martelly. Il faut poser carrément la question : Pourquoi l'actuel président haïtien croyait-il nécessaire de faire de ces deux dealers de drogue ses amis ? Qui dit « *Qui se ressemble s'assemble* ? ». Ces derniers conflits chez Moïse semblent éclipser tous les autres.

De toute évidence, Jovenel Moïse est rempli de contradictions. Tout ce qu'il énonce et annonce, pour donner espoir au peuple haïtien, recèle exactement ses contraires, qui priment toujours. Mais son plus grand atout en politique est celui de pouvoir mentir sans afficher aucune émotion. Les contradictions négatives l'emportent toujours, en tous temps, en toutes circonstances, et dans tous les domaines.

L.J.

Journal 27 février - 6 mars 2019:HO 2/27/19 5:12 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Un second sommet Donald Trump-Kim Jong un; et Michael Cohen témoigne par devant le Congrès

C'est aujourd'hui, 27 février, l'avant dernier jour de ce mois, le plus court du calendrier, que le président Donald Trump se trouve à Hanoi, au Vietnam, pour son second sommet avec Kim Jong un, le jeune dictateur de la Corée du Nord. Au menu, comment

Le président américain Donald Trump.

le président américain arrivera-t-il à convaincre le leader de la Corée du Nord de se défaire de son arsenal nucléaire et renoncer à son plan de faire de son pays une puissance nucléaire à même de rivaliser les États Unis. En contrepartie, Kim Jong-un vise la levée des sanctions économiques qui ont affecté énormément le quotidien du citoyen ordinaire.

Entre-temps, à Washington, Michael Cohen, l'ex-avocat du président qui, dans le passé, avait juré fidélité à son patron de plus d'une décennie, ayant tourné casaque, rencontre le Congrès en session publique, après une longue session hier (mardi 26) en privé avec le Comité Intelligence du Sénat, sous le contrôle des républicains. À noter qu'il aura une autre session en privé demain (jeudi 28) avec le Comité Intelligence de la Chambre Basse, sous le contrôle des démocrates. On s'attend à des révélations spectaculaires concernant le président qui aurait enfreint les lois du pays en différentes occasions lors de sa campagne électorale et même avant en tant qu'homme d'affaires.

En ce qui concerne Kim Jong-un, le président Trump se félicite de ses relations amicales avec le jeune leader qui, dit-il, a mis fin aux essais nucléaires auxquels il s'adonnait avant leur premier sommet à Singapore, le 12 juin de l'année dernière. Toutefois, les services d'intelligence des États-Unis sont d'opinions contraires. On se rappelle que le 29 janvier dernier, lors d'une audition au Comité Intelligence du Sénat, Gina Haspel, directrice de la CIA *(Central Intelligence Agency)* avait affirmé qu'il y a évidence que la Corée du Nord « *est déterminée à développer un missile à portée nucléaire de longue portée à même de poser une menace directe aux États-Unis* ».

On soulignera que Dan Coats, directeur de *"National Intelligence",* le doyen des services d'intelligence, avait appuyé le témoignage de Mme Haspel, ajoutant que *"quant à présent nous sommes enclins à croire qu'il (Kim) s'engagera à trouver les moyens pour retenir sa capacité en armes de destruction massive et n'est pas du tout disposé à se défaire complètement de son arsenal nucléaire, ni de sa capacité d'en produire davantage"*.

Ceci avait causé tout un tollé, car le 30 janvier, soit le lendemain de la présentation des chefs de différents services d'intelligence au Sénat, le président Trump, dans un fameux *tweet,* s'est montré très arrogant, allant même jusqu'à dire: *"ces gens des services d'intelligence me paraissent extrêmement passifs et naïfs. . . . Peut-être que l'Intelligence devrait retourner en classe"*.

Un dicton veut que l'on se rapproche de son adversaire pour mieux l'étouffer. Lequel sera étouffé en la circonstance? Ou devrait-on être plus optimiste et espérer que quelque chose de bon sortira de ce second sommet Donald Trump-Kim Jong-un? Il n'est que d'attendre.

Revenant à Michael Cohen, selon des sources internes au Comité d'Intelligence du Sénat, hier l'ex-avocat du président a commencé en présentant ses excuses aux membres du Comité pour avoir menti, en 2017, lorsque, avocat de l'homme d'affaires Donald Trump, il s'était ingénié à mentir pour défendre son patron. Selon CNN, en sortant de l'audition hier, Cohen devait dire: « *Cette fois-ci, j'ai beaucoup apprécié l'opportunité que l'on m'a accordé pour clarifier les choses et de dire la vérité"*. Il devait ajouter: *"Et j'attends, demain* (disons aujourd'hui) *quand je pourrai faire entendre ma voix au peuple américain. À eux de décider qui dit la vérité* ».

Cette dernière boutade vise le président et son entourage. Car, la porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Huckabee Sanders, pour discréditer Cohen, quant à ses auditions par devant les commissions du Congrès, y-compris celle par devant le comité *de Surveillance* de la Chambre Basse, a lancé «*Comment se fier à un menteur invétéré ?* » En tout cas, à partir de 10 heures aujourd'hui (mercredi) le rendez-vous est devant le petit écran.

Le président de la Chambre Basse « en désaccord » avec le président Moïse

Hier, mardi 26 février, Gary Bodeau, président de la Chambre des députés a déclaré : « *J'ai un profond désaccord avec la politique publique du chef de l'État* ». Selon *Le Nouvelliste* du jour, reprenant les propos du premier des députés, qui intervenait sur *Radio Métropole,* il «*a donné la garantie qu'il va se réunir avec ses pairs en vue d'adresser une correspondance au président Jovenel Moïse lui recommandant la suspension du Comité de facilitation du dialogue inter haïtien en faveur de la poursuite des consultations avec les acteurs politiques* ».

On soulignera que lundi matin une lettre du député Bodeau adressée au président, le conseillant de ne pas inaugurer son comité créé à la va vite jeudi dernier (21 février) avec des personnalités, pour la plupart peu connus du public. Charles Suffrard, le leader paysan, lui bien connu, avait, depuis dimanche, annoncé au président sa non-participation au comité. Il devait noter que le communiqué, émis vendredi (22 février) par le secrétaire général du Palais national « *a fait une fuite en avant. Ce n'est pas notre rôle de former un gouvernement* ».

Ce ne sont pas les conseils d'un Gary Bodeau ou le départ d'un Charles Suffrard du comité, ou la non parution lundi après-midi d'un Dérose Rudolf qui feront réfléchir un président têtu comme lui seul. Ainsi, avec cinq membres, y-compris le très contesté Carlo Joseph qui se passe pour une PetroChallenger, le comité a été inauguré lundi après-midi.

Le dictateur de la Corée du Nord Kim Jong un

Il ressort que le président Moïse veut se défaire de son Premier ministre d'une façon ou d'une autre. N'ayant pas pu convaincre Me Jean Henry Céant de démissionner, et d'autres moyens forts ayant échoué, le lendemain du départ des « *mercenaires terroristes »,* le président, unilatéralement, s'est replié sur ce nouveau plan qui, en définitif, vise à se cacher derrière ce soi-disant « *Comité de facilitation du dialogue inter haïtien* » pour arriver à ses fins. Il n'est que d'attendre les premiers actes de ce comité que l'on dit mort-né.

Pierre Quiroule II
27 février 2019

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET